



## Essor et déclin d'une forme diplomatique : les actes coram parrochia (Normandie, XIIe-XIIIe siècles)

Mathieu Arnoux

### ► To cite this version:

Mathieu Arnoux. Essor et déclin d'une forme diplomatique : les actes coram parrochia (Normandie, XIIe-XIIIe siècles). Bibliothèque- Ecole des Chartes, 1996, 154, pp.325-357. hal-00264163

**HAL Id: hal-00264163**

**<https://hal.science/hal-00264163>**

Submitted on 14 Mar 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1996.

Essor et déclin d'une forme diplomatique : les actes *coram parrochia* (Normandie, XII<sup>e</sup> -XIII<sup>e</sup> siècles).

**Résumé.** Les chartriers normands conservent en très grand nombre des chartes portant la mention *datum coram parrochia*, ou une mention équivalente ; attestée dans la quasi-totalité du duché à partir des années 1200-1210, la pratique de la lecture publique des actes est extrêmement fréquente dans la région caennaise, où elle concerne la majorité des actes privés de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Après avoir étudié les antécédents de cette procédure, utilisée au XII<sup>e</sup> siècle pour les restitutions de dîmes aux communautés paroissiales, l'article s'intéresse à la diffusion de cette pratique, favorisée par l'effacement, après 1204, des traditions diplomatiques anglo-normande et par l'augmentation du nombre des actes, et à sa disparition, lorsqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle l'institution des tabellions vient mettre un terme à la prolifération des modes d'authentification, qui marque les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle.

L'importance des communautés dans les campagnes normandes est un fait bien connu depuis les pages que Léopold Delisle consacra à ce sujet dans ses *Études sur la condition de la classe agricole*<sup>1</sup>. Les rares sources relatives aux institutions communautaires et à leur fonctionnement ne peuvent pourtant satisfaire notre curiosité en ce domaine : chartes de franchises<sup>2</sup>, comptabilités, *court rolls*, les documents qui permettent ailleurs d'éclairer la vie des sociétés villageoises font ici complètement défaut. En raison de cette pauvreté d'informations la Normandie d'avant 1300 est absente des récentes synthèses d'histoire rurale, malgré l'abondance de ses archives pour la période considérée<sup>3</sup>. On ne saurait accepter cette situation, qui aboutit à laisser dans l'ombre la société rurale de l'une des plus riches, et sans doute de la plus peuplée des provinces du royaume de France. Faute de pouvoir reconstituer par des textes normatifs ou descriptifs l'organisation de la société, faute de disposer des archives de ses institutions, on peut en effet observer son fonctionnement dans un aspect essentiel de la vie collective : la validation des actes écrits, extrêmement nombreux à partir du XII<sup>e</sup> siècle. Cette recherche se

---

<sup>1</sup>L. Delisle, *Études sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au Moyen Age*, Evreux, 1852, p. 121-171.

<sup>2</sup>La seule charte de franchise qui nous soit parvenue concerne le bourg rural de Saint-Nicolas de Vignats. Conservée en traduction dans un acte du XVII<sup>e</sup> siècle, elle concerne un habitat qui ne paraît pas être parvenu à se développer : cf. L. Musset, La mise en valeur de la forêt de Gouffern au Moyen Age et le bourg rural de Saint-Nicolas de Vignats, *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. 52, p. 223-248, et Le problème des chartes de franchises en Normandie (XI<sup>e</sup> -XIV<sup>e</sup> siècles), dans *La charte de Beaumont et les franchises municipales en Loire et Rhin* (Actes du colloque de Nancy, 22-25 septembre 1982), Nancy, 1988, p. 43-57.

<sup>3</sup>R. Fossier, Les communautés villageoises en France du Nord au Moyen Age, dans *Les communautés villageoises en Europe occidentale du Moyen Age aux temps modernes* (Flaran 4, 1982), Auch, 1984, p. 29-53, et *Hommes et villages d'Occident au Moyen Age*, Paris, 1992, p. 215-244 ; G. Sivéry, *Terroirs et communautés rurales dans l'Europe occidentale au Moyen Age*, Lille, 1990.

propose d'user d'une analyse diplomatique pour mener une enquête d'histoire sociale à partir de documents rarement signalés : les actes passés *coram parrochia*, si nombreux dans certains chartriers normands.

Les archives normandes ne sont pas *terra incognita* pour les diplomatistes. Depuis Delisle, les études n'ont pas manqué, et les ouvrages de Marie Fauroux, Lucien Musset et d'autres historiens ont fait largement progresser notre connaissance d'un corpus de textes qui ne commence qu'à la veille de l'an mil, mais qui reste largement inédit, y compris pour ses parties les plus anciennes<sup>4</sup>. Ces recherches ne concernent pourtant que les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, et laissent totalement de côté les chartes du XIII<sup>e</sup> siècle, qui constituent la plus grande partie de notre documentation. La quasi totalité de cette masse de textes (qu'on peut estimer à plus d'une centaine de milliers d'actes) est inédite et son étude diplomatique reste encore à ébaucher<sup>5</sup>. Autant que l'ampleur de la documentation, son caractère répétitif et standardisé a lassé l'intérêt des historiens, qui vont y glaner des informations d'histoire locale, sans s'interroger sur les règles d'établissement de ces textes ou *a fortiori* sur les lumières que celles-ci pourraient jeter sur les institutions de la société normande. Seuls quelques historiens du droit, plus sensibles aux enseignements que prodigue une source formalisée ont étudié cette documentation, la plupart du temps dans une optique essentiellement juridique, sans chercher à décrire la source dans son fonctionnement réel<sup>6</sup>. Le seul aspect qui a attiré jusqu'ici l'attention des diplomatistes est l'étonnante diffusion du sceau dans l'ensemble de la société, paysans compris, sans que le fait soit replacé dans le problème global de la validation des actes privés<sup>7</sup>. C'est ce point que l'examen des actes passés *coram parrochia* permet d'éclaircir quelque peu.

La présence dans un très grand nombre de chartes de la mention *datum coram parrochia* ou d'une clause équivalente est un fait bien connu des érudits normands, qui n'ont pourtant pas éprouvé le besoin de s'attarder sur cette pratique, pourtant sans équivalent dans les provinces voisines<sup>8</sup>. La fréquence de l'usage incite à s'interroger sur sa signification et sa place dans l'ensemble des conventions de ratification des actes juridiques : après en avoir décrit les formes et la diffusion, je me propose donc de replacer cette pratique dans

---

<sup>4</sup>L. Delisle, *Introduction au Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France*, Paris, 1909 ; M. Fauroux, *Recueil des actes de ducs de Normandie (911-1066)*, Caen (*Mémoires de la société des Antiquaires de Normandie*, t. 36), 1961 ; L. Musset, *Les actes de Guillaume le Conquérant et de la reine Mathilde pour les abbayes caennaises*, Caen (*Mémoires de la société des Antiquaires de Normandie*, t. 37), 1967. Notre connaissance des actes du XI<sup>e</sup> siècle devrait bientôt s'enrichir grâce au volume des *Regesta regum anglo-normannorum* consacré à Guillaume le Conquérant, édité par D. Bates, et à la publication par J.-M. Bouvris du cartulaire de Saint-Martin de Sées ; cf. en outre l'inventaire des sources et la bibliographie fort complète dressée par E. Zack-Tabuteau, *Transfers of Property in eleventh century Norman Law*, Chapel Hill (University of North-Carolina Press), 1988, p. 250-268.

<sup>5</sup>Ordre de grandeur donné par L. Musset dans *Aspects de la société et de l'économie dans la Normandie médiévale (X<sup>e</sup> -XIII<sup>e</sup> siècles)*, Caen (*Cahier des Annales de Normandie*, n° 22), 1988, p. 6.

<sup>6</sup>J. Yver, *Les Contrats dans le très ancien droit normand (XI<sup>e</sup> -XIII<sup>e</sup> siècles)*, Domfront, 1926, et H. Legras *Le bourg de Caen : tenure à cens et tenure à rente (XI<sup>e</sup> -XV<sup>e</sup> siècles)*, Paris, 1911.

<sup>7</sup>M. Dalas, *Sceaux de chartes de l'abbaye de la Noë conservées à la Bibliothèque nationale (X<sup>e</sup> -XIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, 1993.

<sup>8</sup>Seul H. Legras, semble-t-il, s'est intéressé au problème : *op. cit.* p. 174-178.

l'évolution sociale et diplomatique du duché de Normandie, jusqu'à l'apparition vers 1300 des premiers actes de tabellions, qui entraîna la fin de cet usage.

### *Forme et diffusion des chartes coram parrochia*

C'est dans les fonds d'archives de Basse-Normandie que le phénomène se laisse saisir le plus facilement : à partir de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, l'écrasante majorité des actes privés conservés porte, le plus souvent à la suite de la date, la mention *datum* (ou *actum*) *coram parrochia*, parfois remplacée par d'autres formules équivalentes, comme *ante parrochia de ...*, *teste parrochia de ...* ou *in audientia parrochia de ...*. Dans certaines liasses, la mention figure sur tous les actes qui ne sont pas des lettres d'officialité ou de vicomté. Les actes très variés qui sont munis de cette clause sont quasiment toujours rédigés en latin<sup>9</sup>. Leur formule de datation se réduit très souvent au mois et au millésime, sans que soit précisé le jour ou le quantième du mois.

Malgré sa fréquence dans certaines régions, cette pratique n'est pourtant pas générale au duché, et sa répartition, curieusement, suit assez bien la distribution par dépôt d'archives : très rares en effet dans les fonds conservés à Evreux et à Alençon, ces chartes ne sont pas exceptionnelles dans les séries rouennaises<sup>10</sup> ou dans les fonds de la Manche<sup>11</sup>, et prédominent dans les chartiers caennais, où ils se comptent par milliers<sup>12</sup>. Il n'est pas facile de passer de cette répartition par fonds à une délimitation spatiale : en effet, il faut prendre en compte à la fois les lieux de passation des actes et les établissements bénéficiaires. Les chartes de ce types abondent ainsi dans tous les villages des campagnes de Caen ou de Falaise, mais se raréfient dans les pays d'Auge<sup>13</sup> ou

<sup>9</sup>Un exemple d'acte *coram parrochia* en français (Bretteville l'Orgueilleuse, 1296, 21 décembre) dans M. Arnoux, *Mineurs, férons et maîtres de forge*, Paris (*Mémoires de la section d'histoire des sciences et des techniques du C.T.H.S.*, Série in 8°, 1), 1993, p. 472, n° 65.

<sup>10</sup>Cf. les actes publiés par J. Andrieux dans *Cartulaire de l'abbaye royale Notre-Dame de Bon-Port de l'ordre de Cîteaux au diocèse d'Evreux*, Evreux, 1862, p. 216, n° 214 (Venables, mars 1257, *in plena parrochia*), p. 244-245, n° 240 (Léry, mars 1260, *in plena parrochia* avec une liste de témoins), p. 251-252, n° 245 (Saint-Pierre du Vauvray, juin 1260, *coram parrochia*) ; L. de Glanville, *Histoire du prieuré de Saint-Lô de Rouen*, t. 2, Rouen, 1891, p. 304, n° 13C (Froberville, juin 1257, *coram parrochia*).

<sup>11</sup>L'anéantissement des Archives de la Manche en 1944 empêche de se rendre compte avec exactitude de la fréquence des actes *coram parrochia* : il faut donc se servir des inventaires sommaires, où ils sont signalés dans les chartiers de Blanchelande : H 779 (paroisse de Teurthéville, 1281), et de Hambye : H 4521 (Saint-Denis le Vétu, 1295), et surtout dans celui de l'abbaye du Vœu de Cherbourg : H 2322 (Anglesqueville, 1231), H 2456 (Cherbourg, s.d. début XIII<sup>e</sup>), H 2544 (Cherbourg, 1209), H 2586 (Équeurdreville, s.d., début XIII<sup>e</sup>), H 2589 (Équeurdreville, 1260), H 3244 (La Pernelle, s.d., début XIII<sup>e</sup>), H 3422 (Saint-Pierre-Église, 1217), H 3423 (Saint-Vaast, s.d., début XIII<sup>e</sup>). Le cartulaire de la léproserie de Bolleville (Londres, British Library, add. ms. 17307) en donne aussi plusieurs exemples pour la fin du XIII<sup>e</sup> siècle : f°s 12 (Saint-Symphorien, mars 1290), 13 (Bolleville, juin 1284 et juillet 1289), 16 (Saint-Symphorien, avril 1290).

<sup>12</sup>Il faudrait citer ici tous les fonds des séries H et G.

<sup>13</sup>La disparition de la plupart des fonds de la région de Bernay nous prive de certitudes sur ce point. On ne trouve aucun acte *coram parrochia* dans le chartier de Lyre, ni dans ce qui subsiste du fonds du Bec-Hellouin ; le cartulaire de Saint-Pierre de Préaux (arch. dép. Eure H 711, f. 78, n° 204), contient une charte de 1224, passée *coram universali parrochia Sante Marie de Sellis* (je remercie pour cette information m. XXX, élève de l'Ecole des chartes, qui prépare l'édition du cartulaire), mais ils sont assez nombreux dans le cartulaire du prieuré Saint-Cyr

d'Houlme : ainsi s'explique leur fréquence dans les chartriers de Saint-Jean de Falaise et de Saint-André en Gouffern, et leur rareté dans celui de Silly-en-Gouffern, établissement pourtant peu éloigné des deux précédents<sup>14</sup>. De même, dans le pays d'Ouche ou le Domfrontais, où de tels actes sont rarissimes, on les rencontre seulement pour des biens dépendant d'établissements de la région de Caen, comme Saint-André-en-Gouffern<sup>15</sup>. Inversement, dans le fonds de l'abbaye de Savigny, située dans le Passais, à la frontière du duché, on ne rencontre d'actes *coram parrochia* que dans les liasses du prieuré de Thaon, dans le Bessin<sup>16</sup>. En fin de compte, si l'on passe sur quelques exceptions faciles à expliquer, la géographie du phénomène se laisse aisément saisir : particulièrement fréquents dans la région de Caen et de Bayeux, les actes *coram parrochia* existent aussi en assez grand nombre dans le Cotentin et plus rarement dans les environs de Rouen. Cette répartition ne s'inscrit pas des limites religieuses : pour s'en tenir à la Basse-Normandie, si les évêchés de Bayeux et Coutances sont concernés dans leur totalité, ceux de Lisieux, Sées et Avranches le sont aussi sur une part de leur superficie. Elle ne respecte pas mieux les limites naturelles : très répandus dans les campagnes céréalières des environs de Caen, ces actes ne sont pas moins nombreux dans les régions bocagères du Bessin et du Bocage virois<sup>17</sup>. On peut sans doute noter une certaine coïncidence avec les régions de forte implantation viking, mais il faudrait expliquer pourquoi la région de Pont-Audemer en est exclue, et cela n'explique en aucune façon le phénomène.

La chronologie de cet usage est délicate à établir car nous sommes tributaire de l'inégale conservation des actes privés dans les fonds ecclésiastiques. Tant dans la région caennaise que dans le Cotentin, des actes de ce type sont datés des premières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle, et l'existence de chartes dépourvues de millésime permet d'affirmer sa diffusion dès la première décennie du siècle, avant que l'usage du millésime soit général<sup>18</sup>. Peu fréquentes jusqu'au milieu du siècle, où dominent les actes sous sceau privé,

---

de Friardel (Bib. nat., nouv. acqu. lat. 164) pour les villages de l'ouest du pays d'Auge : Friardel (1247, n° 20), Abenon (1250, n° 55), Faverolles (1261, n° 34), Le Sap (1264, n° 22), Saint-Cyr d'Estrancourt (1265, n° 43), Saint-Sébastien de Préaux (1282, n° 16).

<sup>14</sup>À l'exception notable d'un acte de 1277 passé devant la paroisse même de Silly : Arch. dép. Orne, H 1248.

<sup>15</sup>Arch. dép. Calvados H 6673 (deux chartes pour Saint-Aubin de Bonneval, 1266) ; H 6658 (Pierrefite, comme de Ronai, cant. de Putanges, 1273, 1282 et 1286), H 6664 (Rânes, 1263), H 6677 (Saint-Sauveur de Carouges, 1269).

<sup>16</sup>Arch. nat. L 976.

<sup>17</sup>On les trouve en très grand nombre dans le cartulaire du Plessis-Grimoult (Arch. dép. Calvados, H non classé).

<sup>18</sup>Pour le Cotentin, cf. les chartes de Cherbourg signalées plus haut (n. 11) ; Pour Caen, Henri Legras signale un acte non daté (*Le Bourgage de Caen*, op. cit. p. 175, n. 3) ; l'un des actes les plus précoces du chartrier de Saint-André-en-Gouffern remonte à 1214 (H 6656, Périers-sur-Dives). **Le chartrier de Saint-Jean de Falaise conserve en original un acte *coram parrochia* non daté, passé à Jort, sans doute vers 1210 (cf l'édition en annexe n° 4) ; le document est d'autant plus significatif qu'il s'agit d'un contrat entre particuliers, parvenu dans le chartrier de Saint-Jean où il ne fut jamais classé, comme le montre l'absence de toute mention dorsale.** pour le pays d'Houlme, R. Génestal a publié une charte de 1203 ou 1204 passée *coram parrochia* au Mesnil-de-Briouze, au profit des chanoines d'Ardenne (*Rôle des Monastères comme établissements de crédit, étudié en Normandie du XI<sup>e</sup> à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1901, p. 233-234, n° 4).

sans autre signe de validation, les chartes *coram parrochia* constituent l'écrasante majorité dans la seconde moitié du siècle. Elles subsistent au siècle suivant, jusqu'à ce que la rédaction en forme de charte ait définitivement cédé la place à l'enregistrement notarié, dans les années 1330.

Le laconisme de l'indication décourage la plupart du temps la description de la procédure même de passation des actes, d'autant que la variété des formules (*coram parrochia*, *teste parrochia*, *in audientia parrochia*, *in plena parrochia*) ne permet pas non plus d'identifier le concept juridique sur lequel elle s'appuie. Quelques chartes plus disertes donnent des informations plus concrètes sur le déroulement de l'opération. Le point essentiel est une lecture publique de l'acte aux paroissiens, comme le montrent dans leurs diverses rédactions plusieurs actes de la région caennaise : *et hec carta lecta fuit* à Saint-Cyr d'Estrencourt en 1265<sup>19</sup> ; *teste parrochia de Bueuilla coram qua presens cartula lecta fuit* en 1272 dans une charte de Sainte-Barbe-en-Auge<sup>20</sup>. Dans un acte pour Saint-Étienne de Fontenay, passé à Cormelles en 1281, la formule prend un tour personnel qui confirme l'hypothèse d'une lecture à voix haute : *in cujus rei testimonium, istam cartam coram parrochia de Cormeiles feci recitari*<sup>21</sup>.

Trois chartes de l'abbaye de Cherbourg, aujourd'hui disparues, apportent plus de lumières sur le déroulement de l'opération. La plus précise, datée de 1231 relate une donation faite aux chanoines de Notre-Dame du Vœu par un seigneur du Cotentin, Fouque Mansel : à la charte elle-même, passée sous sceau privé, était attachée une cédule en parchemin mentionnant " que cette charte fut lue dans l'église d'Anglesqueville, devant la paroisse, le dimanche de la sexagésime en 1231, et qu'elle fut reconnue par Fouque Mansel, qui en saisit l'abbé et les chanoines par frère Guillaume Vincent, chanoine, en présence de toute la paroisse <sup>22</sup>". Les démêlés des chanoines avec Fouque Mansel, excommunié la même année, expliquent peut-être les précautions qu'ils prirent pour rappeler les circonstances de sa donation<sup>23</sup>. Le texte n'en est pas moins précieux pour nous représenter le déroulement de l'opération, où la lecture publique de l'acte s'accompagne d'une saisine du bénéficiaire par le donateur, en présence de toute la paroisse. À la fin du siècle, le geste de la saisine " en pleine paroisse " se retrouve dans un acte privé où un petit seigneur, Raoul Azire confirme la donation ainsi faite aux chanoines par son homme Sanson de la Haule<sup>24</sup>. Que les paroissiens rassemblés pour la messe dominicale constituent un témoin collectif de grande autorité, on en a la certitude par un acte du même fonds relatant la vente en 1218 par Guillaume de Grosparmi à Jean des Vaux, tous deux de Cherbourg, de tous ses héritages, pour le prix de 10 livres tournois et *unam capam de burel reié*. Enregistré à l'assise royale de Carentan, devant le bailli de Cotentin Milon de Lévis, l'acte n'en est pas moins passé dans l'église de la Trinité, devant treize témoins énumérés

<sup>19</sup>Bib. nat., nouv. acqu. lat. 164, n° 43.

<sup>20</sup>Arch. dép. Calvados 2D 71 ; acte édité en annexe n° 5.

<sup>21</sup>P. de Farcy, *Abbayes de l'évêché de Bayeux*, Laval, 1887, t. 3, p. 103.

<sup>22</sup>Arch. dép. Manche, H 2322.

<sup>23</sup>Le personnage apparaît aussi dans H 2341 et 3244 ; son excommunication en 1231 en H 3331 ; il mourut avant 1251 (H 3400).

<sup>24</sup>H 3437 (Sainte-Geneviève, 1300) : " en pleine paroisse de Sainte-Geneviève, Sanson se dessaisit de cette rente et en saisit l'abbé et le couvent ".

ainsi que “ beaucoup d'autres et toute la paroisse de Cherbourg ”<sup>25</sup>. Une charte sans doute contemporaine relative à une donation au même endroit associe de même le passage de l'acte à la fois devant la paroisse de Cherbourg et devant le connétable, officier royal de l'endroit<sup>26</sup>.

On n'en saurait guère plus, sans un jugement de l'échiquier de Normandie rendu à Caen en 1257 à propos de la procédure à suivre par un propriétaire pour rentrer en possession de son héritage après la défaillance d'un tenant : soucieuse de donner à l'opération une publicité qui la rende incontestable, la cour précise en effet qu'après un délai de trois ans à compter à partir du premier défaut de paiement, *ille de quo tenetur hereditas ex tunc tamquam suam propriam poterit retinere, dum tamen illud saisierit [per tres dominicas uel festiuitates solemnes] in parrochia in qua situs erat ille feodus, et ne possit ueritas occultari, in aliqua uicina parrochia bis uel ter manifestauerit publice se illam hereditatem pro tali causa cepisse*<sup>27</sup>. La décision de la cour apparaît inspirée par le désir de définir exactement un acte juridique particulièrement sensible dans un pays où la tenure à rente est l'un des modes essentiels d'exploitation du sol. En imposant une procédure si exigeante, l'Échiquier n'innove sûrement pas ; l'arrêt vise plutôt à étendre et à codifier une pratique existante, dont l'efficacité pour assurer la régularité des actes juridiques en matière d'héritage est ainsi reconnue. L'obligation de publier l'opération tant dans la paroisse où se situe le fonds que dans les paroisses voisines constitue peut-être une contrainte supplémentaire par rapport à la procédure usuelle, qui motive la rédaction de l'arrêt. On peut penser en revanche que la succession de plusieurs lectures dominicales ou solennelles constituait la règle : ainsi s'explique que la datation se réduise le plus souvent au millésime et au mois<sup>28</sup>, le jour n'étant peut-être indiqué que dans les actes pour lesquels un geste public de saisine s'est ajouté à la simple lecture de la charte.

*Aux origines d'une procédure : les parrochiani dans les actes des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles.*

---

<sup>25</sup>H 2518.

<sup>26</sup>Acte non daté : H 2455 ; procédure comparable, semble-t-il, dans un autre acte sans date relatif à Cherbourg, où un bail à rente au profit de Jean des Vaux est passé devant la paroisse de Cherbourg, mais scellé du sceau de Raoul de Maris, connétable (H 2456) ; celui-ci intervient comme juré dans un enquête menée en 1218 par les baillis Milon de Lévis et Renaud de Ville-Thierry (L. Delisle, *Recueil de jugements de l'Échiquier de Normandie au XIII<sup>e</sup> siècle (1207-1270)*, Paris, 1864, n° 233, p. 59).

<sup>27</sup>L. Delisle, *Recueil des jugements de l'Échiquier*, p. 183, n° 796 ; les mots entre crochets ont été rétablis par Delisle d'après la version française du texte : “ Tant qu'il en ait prins la saisine par trois diemences ou par trois festes solenelez en la parroisse en laquelle le fief de l'éritage est assiz. ”.

<sup>28</sup>Étant donné le style pascal usuel dans le duché, ce mode de datation pose un problème pour établir la date exacte des actes passés aux mois de mars et avril : une charte du *Livre noir* de l'évêché de Bayeux, passée *coram parrochia* à Audrieu *anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, mense aprili*, dont la teneur est confirmée par une lettre d'officialité datée *anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo, die sabbati ante Ramos Palmarum* (9 avril 1278), suggère que lorsque le jour de Pâques tombe dans le mois en question, le millésime adopté est celui de l'année nouvelle : *Antiquus cartularius ecclesiae Baiocensis (Livre noir)*, éd. abbé V. Bourrienne, Rouen (*Société de l'histoire de la Normandie*), 2 vol. 1902-1903, t. 2, p. 326-329, n°s 570-571.

On ne saurait se contenter d'une étude des aspects juridiques de la procédure, au risque d'ailleurs de se heurter à l'imprécision des termes utilisés par les rédacteurs d'actes, qui placent la paroisse en situation d'assistance (*coram parrochia*), d'écoute (*in audientia parrochia*) ou lui attribuent un rôle plus actif de témoin (*teste parrochia*)<sup>29</sup>. Les précédents de cette procédure permettent en effet d'en comprendre la genèse et la signification dans l'histoire sociale du duché après son rattachement au royaume capétien.

C'est dans la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle que se constitue l'essentiel de la pratique diplomatique normande, et l'influence de la chancellerie d'Henri II, dont L. Delisle avait jadis mis en lumière les règles de fonctionnement, donne le ton de l'ensemble des actes écrits du duché : absence de millésime, abondance des témoins et usage du sceau en sont les caractéristiques principales : on retrouve partout le même type de charte, émanant des membres de la noblesse, des chancelleries épiscopales ou des institutions urbaines<sup>30</sup>. Pour les actes résultant d'un arbitrage ou marquant le règlement d'un litige, l'inscription dans les rôles de la *curia regis* est une autre marque de cette domination de l'administration royale sur le monde de l'écrit. Dans tous les cas, les listes des témoins, juges de l'Échiquiers ou fidèles du roi et des ses barons, définissent l'élite d'un monde féodal structuré par l'ordre royal<sup>31</sup>. Les communautés n'apparaissent guère dans ces actes où le rôle personnel des individus ne laisse pas de place au personnage collectif de la paysannerie, d'où l'intérêt particulier que présentent pour notre sujet deux actes du XII<sup>e</sup> siècle où les *parrochiani* tiennent indiscutablement une place importante dans les procédures de validation.

Notre texte le plus ancien, une notice provenant du Mont-Saint-Michel, date de l'abbatiate de Bernard (1135-1149)<sup>32</sup> : elle concerne le village d'Esquay-Notre-Dame, possession des moines dans la région caennaise, dont les dîmes avaient été usurpées par un lignage chevaleresque local<sup>33</sup>. Leur restitution à

---

<sup>29</sup>On peut se demander si les usages particuliers des établissements bénéficiaires ne sont pas la principale explication de ces variations : *in plena parrochia* ne se retrouve que dans les actes du Cotentin et de la région de Rouen, et l'expression *in audientia parrochia* semble être l'apanage du prieuré du Plessis-Grimoult. Il est difficile dans ces conditions d'en tirer des conclusions sur la nature juridique intrinsèque de l'acte.

<sup>30</sup>Les exemples seraient innombrables : les chartes de l'évêque Henri de Bayeux (1167-1205) sont des copies fidèles de celles d'Henri II ; à Rouen, seules les actes de l'archevêque Hugues d'Amiens (1130-1164) portent le millésime, pratique abandonnée de tous ses successeurs jusqu'au début du siècle suivant ; les maires de Rouen utilisent le même formulaire, et les témoins rouennais comparaissent régulièrement dans les actes royaux.

<sup>31</sup>Cf M. T. Clanchy, *From Memory to Written Record. England 1066-1307*, 2e éd., Oxford, 1993, p. 62-80 ; pour l'identification et la caractérisation des témoins, les notices établies par L. Delisle dans son *Introduction au Recueil des actes de Henri II Plantagenêt*, *op. cit.* p. 351-505, restent irremplacées.

<sup>32</sup>Bib. nat. lat. 9125, n° 59 : acte édité en annexe, n° 1 ; la datation peut être affinée si l'on identifie le témoin *Gaufredus episcopus* à Geoffroy, évêque de Dol de 1130 à 1146 ; une notice du cartulaire de Préaux (Arch. dép. Eure, H 711, f° 108 v°, n° 321), datable des années 1101-1146, rapporte la remise à Guillaume Vanescrot d'une somme de cinq sous, *ante parrochia*, en contre-don d'une donation de terre à Campigny ; ce témoignage antérieur à la notice du Mont est très laconique et ne permet pas de préciser la procédure dans laquelle intervient la paroisse (information communiquée par XXX).

<sup>33</sup>L'acte peut être mis en relation avec la donation de l'église d'Esquay aux moines du Mont-Saint-Michel en 1086. La charte du donateur, Richard fils Hamon, précise en effet qu'il donne



l'abbaye par deux frères, Guillaume et Alexandre, se fait par une procédure complexe, minutieusement décrite par la notice. Le revenu est dans un premier temps déposé sur l'autel de l'église Notre-Dame, *inspiciente parrochia* ; dans un deuxième temps, pour plus de sûreté, le même revenu est déposé au maître-autel de l'église abbatiale du Mont, en présence de l'abbé et des moines ; les deux chevaliers, après avoir reçu à cette occasion 60 sous d'angevins, souscrivent ensuite la notice qui récapitule l'ensemble de la procédure.

Le deuxième témoignage est relatif aux possessions des moines de l'Abbaye-aux-hommes dans le village de Cambes-en-Plaine, au nord de Caen ; il date des années 1173-1176<sup>34</sup>. Dans une première charte, Eudes de Granesbi, seigneur du village, récapitule et confirme les donations faites par lui-même et son fils Alain, à Guillaume, chapelain de Cambes et clerc de Richard du Hommet, connétable du roi Henri II, ainsi qu'aux moines de Saint-Étienne de Caen, qui avaient accueilli parmi eux leur clerc Hamelin. Dans un second acte, qui paraît confirmer le premier, Hugues, fils d'Eudes de Granesbi, accompagné de son propre fils Eudes, donne aux moines de Caen la part des dîmes de leur seigneurie de Cambes qui leur revient après le partage survenu entre ses frères et lui. Ici encore, la procédure est minutieusement décrite : après avoir posé sa donation sur l'autel de Saint-Étienne, Hugues et son fils ont renouvelé ce geste le dimanche suivant dans l'église Saint-Martin, à Cambes : après la lecture de l'évangile, *coram parrochianis* ils en ont investi Guillaume, moine de Saint-Étienne. Les moines ont par la suite fait confirmer cet acte par toutes les autorités accessibles : le roi Henri II, l'évêque Henri de Bayeux, qui figurait d'ailleurs comme témoin sur la charte d'Hugues de Granesbi, l'archevêque de Rouen, Rotrou, et le pape Alexandre III<sup>35</sup>.

Comme dans bien d'autres cas, la prolixité des actes dissimule l'essentiel : le rôle d'Eudes de Granesbi et de ses héritiers n'est qu'accessoire dans la donation, qui dissimule sans doute une restitution, comme la multiplicité des confirmations le laisse supposer. C'est Richard du Hommet, détenteur de l'église de Cambes, qui est sans doute à l'origine de l'opération, et il est probable que son chapelain Guillaume, établi à Cambes, et bénéficiaire de la

---

l'ensemble des dîmes de la paroisses, à l'exception de celles de deux vavasseurs, dont l'église possède seulement le revenu (éd. R. Génestal, *Rôle des établissements monastiques*, op. cit., p. 219-220, n° 6). Il est possible que les chevaliers usurpateurs de 1139-1146 soient les héritiers des vavasseurs de 1086 ; sur le rôle des vavasseurs dans la levée de la dîme, cf. pages suivantes.

<sup>34</sup>Arch. dép. Calvados H 1858. la date est celle de la bulle délivrée à cette occasion par Alexandre III : Arch. dép. du Calvados, H 1841, éd. J. Ramackers, *Papsturkunden in Frankreich. Neue folge. 2 band. Normandie*, Göttingen (*Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-Historische Klasse, dritte folge*, t. 21), 1937, p. 250-251, n° 159.

<sup>35</sup>Arch. dép. Calvados H 1858 (actes édités en annexe, n° 2 et 2 bis) : sous la même cote sont réunies les chartes d'Eudes et Hugues de Granesbi et d'autres donations relatives à Cambes et à Hérouville, qui sont confirmées par les mêmes actes. Un rouleau de parchemin, apparemment contemporain, rassemble tous ces actes. **Le bref d'Henri II étant resté inédit j'en donne ici une transcription** : *Carta regis Henrici : H., rex Anglorum et dux Normannorum et Aquitanorum et comes Andegauensis, iusticiis, ministris et omnibus fidelibus suis Normannie salutem. Precipio quod monachi Sancti Stephani de Cadomo teneant bene et in pace et iuste et libere et plenarie et integre et honorifice decimas suas quas tenent in Cambis et Herouilla, sicut carte eorum quas inde habent testantur. Et prohibeo ne eis super hoc iniuriam uel contumeliam faciatis nec fieri permitatis. Teste Ricardo de Canuilla, apud Cadomo.*

générosité de Eudes et Alain de Granesbi n'est autre que le moine Guillaume de Saint-Étienne de Caen, que Hugues de Granesbi et son fils investissent des dîmes de Cambes. **De même, lorsque ceux-ci demandent aux moines d'accueillir parmi eux leur propre clerc Hamelin, en contre-partie de la donation des dîmes de Cambes, il ne s'agit peut-être peut-être que d'une condition pour l'abandon aux religieux caennais de certains revenus paroissiaux.** La confirmation de la donation par l'évêque Henri de Bayeux révèle en effet que ledit Hamelin est le fils de Guillaume, curé de Cambes ; son entrée dans la communauté monastique permet de mettre fin au pouvoir héréditaire d'une dynastie presbytérale comme les paroisses normandes en connaissent tant jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Faute d'informations suffisantes sur la société féodale de la région caennaise, il est difficile de transformer en certitudes ces diverses hypothèses, mais le rapprochement de la chartre d'Hugues de Granesbi avec l'acte montois évoqué plus haut lui donne plus de force : si l'ordre des opérations diffère, les procédures sont identiques et l'allusion, exceptionnelle pour l'époque, au rôle des paroissiens, constitue un élément de comparaison essentiel. C'est sur ce dernier point qu'il convient maintenant de s'arrêter car l'apparition tardive du terme *parrochianus* dans les sources normandes marque une rupture dans l'histoire des communautés, qu'il est possible de mettre en relation avec le problème des dîmes, point commun des deux actes qui nous intéressent.

Le mot *parrochianus* est exceptionnel dans les sources normandes les plus anciennes : dans les actes ducaux publiés par Marie Fauroux, il se rencontre une seule fois, après 1066 : utilisé comme adjectif il désigne un curé de paroisse<sup>37</sup>. On le rencontre plus fréquemment dans les actes des deux abbayes caennaises, où il désigne, sans aucune connotation sociale, l'ensemble de ceux qui fréquentent une église paroissiale et y payent les redevances usuelles : ils ne sont d'ailleurs évoqués qu'au sujet de celles-ci. En 1083-1085, un texte de Saint-Étienne de Caen énumère ainsi les habitants du Bourg l'Abbé qui relèvent des

---

<sup>36</sup>Voici les passages correspondants des confirmations de l'archevêque de Rouen et de l'évêque de Bayeux :

*Carta archiepiscopi Rothomagensis : ... concedimus et firmamus similiter duas garbas decime de dominio Eudonis de Granesbi in Cambis quas Willelmus presbiter et Hamelinus, impetrata carta a predicto Eudone et habito assensu heredum suorum Radulfi et Alani, libere donauerunt...*

*Carta episcopi Baiocensis : ... confirmamus totam decimam de dominio Eudonis de Granesbi quod est in eadem uilla, uidelicet duas garbas quas Willelmus presbiter eiusdem uille et Hamelinus filius eius quando idem Hamelinus monachile habitum suscepit ecclesie Sancti Stephani donauerunt ; quam decimam predictus presbiter ab eodem Eudone de Granesbi, suis heredibus concedentibus et per cartam confirmantibus, Radulfo, uidelicet, Hugone et Alanno, sibi et Hamelino adquisierat ...*

En 1080, les moines de Saint-Étienne de Caen avaient reçu de Guillaume le Conquérant, l'alleu de Hamelin de Galmance à Cambes (L. Musset, *Actes de Guillaume le Conquérant et de la reine Mathilde*, op. cit., n° 6, p. 69) ; cette donation, confirmée en 1156-1161 par Henri II (Delisle, *Actes de Henri II Plantagenêt*, op. cit., t. 1, p. 271), n'est peut-être pas étrangère à l'entrée dans la communauté monastique du clerc Hamelin, près d'un siècle plus tard. La générosité de Richard du Hommet à l'égard de Saint-Étienne apparaît de toutes façons bien mesurée : c'est à sa fondation d'Aunay-sur-Odon, où il s'était retiré en 1178, que son fils Enguerrand donne l'église de Cambes, vers 1181-1189 (*Actes de Henri II Plantagenêt*, t. 2, p. 382).

<sup>37</sup> Fauroux, *Actes des ducs de Normandie*, op. cit., n° 234 (Saint-Wandrille, 1082-1087), p. 452 : *hoc tantum excepto quod Sancti Michaelis parrochianus presbyter in synodo debet sedere...*

deux églises paroissiales de Saint-Martin et Saint-Étienne-le-Vieux : *Haec sunt nomina parochianorum de burgo Sancti Stephani qui uadunt ad aecclesias sanctimonialium de Sancta Trinitate, ad Sanctum Martinum uidelicet uel ad Sanctum Stephanum ueterem*<sup>38</sup>. Les paroissiens d'Aunay-sur-Odon n'apparaissent en tant que tels que parce qu'Enguerran fils Ibert abandonne aux moines de l'Abbaye-aux-Hommes les coutumes épiscopales de leur paroisse<sup>39</sup>. Dans le même acte, ceux de Bucéels sont évoqués dans la donation faite par Serlon de Lingèvres de toute la dîme de son domaine et de ses vilains, et de la troisième gerbe de ses chevaliers dudit lieu *et de aliis parochianis qui ad eandem ecclesiam conueniunt*<sup>40</sup>. Dans aucun de ces témoignages, le groupe des *parrochiani* n'apparaît comme une communauté en charge des intérêts de la paroisses : ce rôle est assumé par un groupe bien spécifique, les *vavassores*.

Une étude approfondie de ce groupe essentiel n'a pas sa place ici, et je me limiterai à en souligner les aspects qui importent à notre enquête. Les vavasseurs, que les sources du XI<sup>e</sup> siècle appellent très souvent *franci* ou *liberi homines* ou plus simplement encore *homines*, constituent l'un des groupes les plus stables de la société normande. Très rarement portée individuellement, la qualité de vavasseur désigne l'appartenance à un groupe égalitaire, qu'on voit souvent agir collectivement au sujet de la gestion des dîmes et des églises paroissiales. Quelques exemples, qui pourraient être multipliés, permettront d'illustrer ce rôle<sup>41</sup> : dans la région caennaise, ce sont les *homines* de Périers-sur-le-Dan et de Bénouville qui donnent aux moniales de la Trinité-de-Caen une église et leurs dîmes<sup>42</sup>. C'est sur celles-ci que l'autorité du groupe des vavasseurs paraît le mieux établie. Dans un acte de 1059-1066, on voit un groupe de vavasseurs haut-normands donner les dîmes de leur village aux moines de Saint-Michel du Tréport<sup>43</sup>. Au milieu du siècle suivant, les vavasseurs de Saint-Germain la Blanche-Herbe, aux portes de Caen, donnent de même aux chanoines d'Ardenne l'ensemble des dîmes de la paroisse<sup>44</sup>. Cette structure probablement très ancienne survit en Basse-Normandie jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle dans la levée par fief ou par vavassorie à l'intérieur des paroisses. La

<sup>38</sup>Musset, *Actes de Guillaume le Conquérant et de la reine Mathilde*, op. cit., n° 17 bis, p. 118-119.

<sup>39</sup>Id., n° 18 (1079-1087), p. 120 : *aecclesiam de uilla quam uocant Halnetum cum omni episcopali consuetudine quam ego et antecessores mei de ea hactenus habuimus et cum episcopali consuetudine omnium eiusdem ecclesiae parochianorum*. Cf. aussi n° 7 (1080-1082), p. 75.

<sup>40</sup>Id. n° 18, p. 121 et n° 7, p. 76.

<sup>41</sup>L'essentiel du dossier a été rassemblé et commenté par L. Musset : Aperçus sur la dîme ecclésiastique en Normandie au XI<sup>e</sup> siècle, dans L. Musset, J.-M. Bouvris et V. Gazeau, *Aspects de la société et de l'économie dans la Normandie médiévale (XI<sup>e</sup> - XIII<sup>e</sup> siècles)*, Caen (Cahiers des Annales de Normandie, n° 22), 1988, p. 47-64, aux p. 56-60. Importantes remarques de G. Louise dans *La dîme dans l'Ouest ornaïs du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, Le pays bas-normand*, 1976, n°1.

<sup>42</sup>Musset 8 (1080-1082), p. 86 : *ecclesiam autem de Burnoldiuilla cum decima, hoc excepto quod Rogerius filius Hunfredi, dederunt homines de eadem uilla, pro salute animarum suarum, episcopo Baiocensi Odone praebente consensum* ; 27 (1109-1113), p. 139 : *homines de uilla que dicitur Piris concesserunt ecclesie Sancte Trinitatis duas partes decime*.

<sup>43</sup>Fauroux, n. 217, p. 409 : *Gulbertus de Hanneis et Alvredus et Gillebertus Malus Respectus et Gualterius camerarius et alii omnes vavassores eiusdem uillae dederunt decimas suas quas tenebant in manu sua*.

<sup>44</sup>Arch. dép. Calvados H 119 (chronique de fondation de Notre Dame d'Ardenne), f° 4 : *Postea uero, due garbe decimarum parrochie Sancti Germani, a uauasoribus parrochie iure hereditario antiquitus possesse, per industriam et labores dicti G. prioris et Guarini et Roberti abbatum, tum concordia tum iudicio tum pecunia interueniente in usus nostros sunt conuerse*

récupération de la dîme par l'Église ne se fit pas dans le même cadre, et l'apparition des *parrochiani* dans les deux actes cités plus hauts est l'un des plus sûrs indices de la transformation interne des institutions paroissiales sous l'effet de la réforme grégorienne<sup>45</sup>. La rareté des sources rend difficile l'étude des dîmes restituées aux paroisses, mais il est certain qu'en de nombreux endroits, les communautés paroissiales gardèrent par la suite un contrôle sur la collecte et la répartition des dîmes, dans la mesure où une part de celles-ci devait servir à l'entretien de l'église : la chose apparaît clairement en 1219 à Pont-Écrepin<sup>46</sup>, ou en 1230 à Soumont<sup>47</sup>.

Les actes du Mont-Saint-Michel et de Saint-Étienne de Caen s'inscrivent donc dans une conjoncture spécifique, marquée par l'application de la réforme grégorienne. La procédure adoptée à Cambes comme à Esquay, qui donne aux paroissiens réunis pour la messe dominicale un rôle d'assentiment à la restitution, s'explique donc en grande partie par le problème spécifique des dîmes, dont un acte scellé et attesté par des témoins nobles ne marquerait sans doute pas assez le retour au peuple des fidèles chrétiens. La rareté de ce type d'acte ne saurait surprendre, car rien n'oblige à mettre par écrit l'assentiment de la communauté paroissiale. Il n'en témoigne pas moins de la capacité juridique dont jouissent intrinsèquement les paroissiens assemblés, et de leur aptitude à ratifier certains actes. C'est ainsi qu'en 1226, à la demande de l'évêque Gervais de Sées, les paroissiens d'Argentan et ceux de Saint-Christophe du Jajolet donnent ainsi leur assentiment, après lecture du texte dans leurs églises respectives, à l'institution d'une rente annuelle versée par les paroissiens du Jajolet en contre-partie de l'accueil de leurs lépreux à la maladrerie de la Madeleine d'Argentan. L'acte, confirmé de l'évêque Gervais, est aussitôt mis par écrit dans le missel de la paroisse du Jajolet<sup>48</sup>. Pour éviter toute contestation, il donne la définition du mot *parochianus*, précisant que la rente d'un denier est exigible *de quolibet parochiano seu parochiana qui tenebit focum et locum* : les paroissiens appelés à écouter et à consentir aux actes lus durant la messe dominicale sont donc les chefs de famille, la *sanior pars* de la communauté<sup>49</sup>.

Le détour par ces textes strictement ecclésiastiques montre donc qu'il existe dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle des procédures spécifiques de ratification par la

<sup>45</sup>Le sujet a été peu étudié pour le duché. Cf. cependant les remarques de J. Yver dans Autour de l'absence d'avouerie en Normandie. Note sur le double thème du développement du pouvoir ducal et de l'application de la réforme grégorienne en Normandie (*Bulletin de la Société des antiquaires de Normandie*, 1963-1964, t. 57, p. 188-283), surtout aux p. 251-254.

<sup>46</sup>Arch. dép. Calvados, H 6660, texte cité par G. Louise, op. cit. p. 96-97.

<sup>47</sup>Bib. nat. lat. 10080, f° 102, sentence rendue par Hugues évêque de Sées dans le conflit opposant les paroissiens de Soumont aux moniales de Villers-Canivet sur la répartition des deux gerbes de la dîme de la paroisse.

<sup>48</sup>*Ut igitur hec ordinatio futuris temporibus obseruetur, ego, Geruasius permissione diuina dictus episcopus Sagiensis, presens scriptum in ecclesiis utriusque parrochie feci legi et illud de assensu parochianorum utiusque parrochie et de assensu meo confirmaui* : Arch. dép. Orne H 5246 (copie d'un vidimus de 1461 à partir du missel de la paroisse du Jajolet, communiqué aux administrateurs de la léproserie d'Argentan par les trésoriers de la paroisse de Saint-Christophe) ; on notera que cette notice de confirmation ne porte pas de mention de scellement comme si aucun autre écrit n'avait alors été produit que cette copie dans le missel paroissial.

<sup>49</sup>Le mot " paroissien " a d'ailleurs conservé ce sens dans les documents administratifs ou ecclésiastiques jusqu'à la fin du Moyen Âge : G. Bois, *Crise du féodalisme*. Paris, 1976, p. 28-29.

communauté paroissiale. Trois actes de Jumièges, datables du tournant du siècle illustrent peut-être la formalisation de la procédure. Datables, sans plus de précision, de l'abbatiate d'Alexandre (1198-1213), ils concernent la région caennaise : deux d'entre eux confirment la donation faite aux moines par Roger de Cesny d'une terre de trois acres dans la paroisse d'Ouézy, en bordure des marais. Le fils et le petit-fils du donateur, nommés tous deux Guillaume, semblent avoir contesté la donation, et deux chartes rapportent leur consentement et le dédommagement de 9 livres et de 60 sous d'angevins qui leur est alors consenti par les moines : ici encore, il s'agit d'une restitution. Les deux actes, attestés par les mêmes témoins, parmi lesquels l'abbé de Jumièges et son prieur Raoul, rapportent la prestation d'un serment par les deux hommes, en présence des paroissiens d'Ouézy : *iuravi etiam, tactis sacrosanctis ewangelis, coram omni parochia Sancti Albini de Osiaco, hoc me bona fide seruaturum*, dit la charte du père, tandis que l'acte du fils, plus minutieux encore, décrit la procédure suivie par les deux hommes : *[pater meus] sacramentum iusiurandum prestitit sub testimonio totius parrochie Sancti Albini de Osiaco quod eis monachis nullum ulterius inferet super predicta terra preiudicium uel grauamen. Et ego idem prestiti iuramentum*<sup>50</sup>. Une troisième charte, contemporaine des deux autres, rapporte la renonciation par Roger de Creully à la redevance annuelle d'un palefroi, du gîte pour ses serviteurs, de 18 sous et de 300 bottes de pailles qu'il levait sur la dîme appartenant aux moines de Jumièges dans la paroisse du Manoir, dans le Bessin ; il reçoit de ceux-ci en contre-don un palefroi noir et dix livres d'angevins. Comme l'église du lieu appartenait à l'abbaye dès 1025 (de même probablement que Ouézy), la valeur de restitution de l'acte est évidente<sup>51</sup>. Ici encore, la transaction se passe sous les yeux des paroissiens : *hanc uero donationem posui super altare Sancti Petri de Manerio, coram parochianis eiusdem ecclesie, et ibi iuravi hoc fideliter tenendum et garantizandum de me et meis heredibus*<sup>52</sup>. Si la situation évoquée par ces textes est en beaucoup de points comparables à celles évoquées plus haut, la succession des gestes accomplis par les acteurs s'est simplifiée : la rédaction d'une charte attestée par des témoins semble dispenser de la tradition *in capitulo* à la communauté monastique ; seule subsiste la saisine en présence de la paroisse, appuyée par un serment des donateurs.

Du point de vue formel, rien ne distingue ces exemples précoces des actes *coram parochia* que l'on voit proliférer à partir des années 1230<sup>53</sup> : la

<sup>50</sup>Chartes de l'abbaye de Jumièges (v. 825-1204), éd. J. J. Vernier, Rouen (Société de l'Histoire de la Normandie), 1916, t. 2, p. 129-132, n<sup>os</sup> 174 et 175 ; on trouve en 1180 et 1204 mention d'un (ou de deux?) Guillaume de Cesny dans les rôles de l'Échiquier de Normandie : *Grands rôles des Échiquiers de Normandie*, éd. Léchaudé d'Anisy, Caen (*Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, t. 15), 1845, p. 14 et 123.

<sup>51</sup>Fauroux, n<sup>o</sup> 36, p. 139 et 140 (août 1025).

<sup>52</sup>Chartes de l'abbaye de Jumièges., t. 2, p. 132-133, n<sup>o</sup> 176.

<sup>53</sup>Il n'y a pas à s'arrêter sur le fait que nos deux textes les plus anciens évoquent les *parrochiani* tandis que ceux du siècle suivant parlent de *parrochia*. On trouve aussi au XIII<sup>e</sup> siècle l'expression *coram parrochianis* : 1258, Vidouville : *coram parrochianis ecclesie memorate* (Cartulaire de l'abbaye de Longues, Arch. dép. Calvados H 6295 [Bibliothèque du chapitre de Bayeux ms. 163], f<sup>o</sup> 29 v.) ; 1271, décembre, Caen : *actum et recordatum coram parrochianis Sancti Johannis Cadomensis* (éd. J.-M. Bouvris, Les biens du prieuré des Deux-Amants dans le diocèse de Bayeux et à Caen aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, *Annuaire des cinq départements de la Normandie publié par l'association normande et les assises de Caumont. Congrès de Caen*, 1992, p.

ratification en présence des paroissiens n'est pas une innovation des premières années du XIII<sup>e</sup> siècle. Ce qu'il y a de nouveau par la suite, c'est l'extension de cette procédure hors de son champ d'application originel, puisque, dans leur quasi-totalité, les actes *coram parrochia* concernent par la suite des transactions privées. On en trouve un exemple précoce dans l'Alençonnais, où les actes *coram parrochia* sont pratiquement inconnus par la suite. Une charte-notice de 1202, relative à la paroisse de Cuissay, décrit ainsi la cession d'une maison aux moines de Saint-Martin de Sées : après que celle-ci ait été mesurée en présence des paroissiens (*diuisa et mensurata in presentia parrochianorum de Cusseio*), le donateur en saisit le sacriste de l'abbaye, au cours de la messe dominicale (*lecto euangelio, parrochianis astantibus*) dans un premier temps, puis par un geste explicite et public (*multis ex parrochianis uidentibus*) d'abandon de l'édifice dans un second temps<sup>54</sup>. Dans ce cas la succession des opérations rappelle fort exactement les restitutions de dîmes décrites plus haut. Un acte de Jumièges de février 1203, relatif au prieuré de Crouttes, dans le diocèse de Lisieux, plus allusif dans son contenu, témoigne d'une certaine évolution dans le formulaire de l'acte écrit. L'échange auxquels procèdent l'abbé Alexandre et le clerc Ernès, de toutes les possessions de celui-ci à Crouttes contre quatre acres de terre au Vieux-Verneuil, est en effet conclu *in presentia prefati abbatis et totius parochie Crotarum*<sup>55</sup>. À cette occasion est rédigé un acte de forme inhabituelle : un chirographe scellé des sceaux des deux contractant, qui reçoit en outre le sceau de la commune de Verneuil, sans doute pour garantir l'exécution de l'accord dans cette région alors disputée entre le roi d'Angleterre et celui de France<sup>56</sup>. Ces actes exceptionnels, au formulaire encore incertain, ne témoignent sûrement pas pour l'époque d'une pratique usuelle. Il reste donc à comprendre comment cette procédure a pu prendre une place aussi importante dans la diplomatie normande, et pourquoi elle disparaît au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

### *La naissance d'une diplomatie nouvelle*

Quand on la replace dans le long terme, l'apparition, la diffusion et la disparition des actes *coram parrochia* s'inscrivent dans trois mouvements différents : sur le plan de la forme, ils accompagnent l'effacement des traditions anglo-normandes dans la diplomatie du duché. Sur le plan quantitatif, ils suivent le mouvement de diffusion de l'écrit dans la société normande. Leur disparition au profit des actes de tabellionage s'inscrit dans un contexte d'extension du pouvoir royal sur le duché. Il convient maintenant de préciser le jeu de ces trois dynamiques, pour en comprendre la signification.

---

115-133, à la p. 126 ; dans le cartulaire de la léproserie de Bolleville, dans le Cotentin, on ne trouve que la formule *testibus parrochianis de ...* (références supra n. 11).

<sup>54</sup>Acte édité en annexe, n° 3.

<sup>55</sup>*Chartes de l'abbaye de Jumièges*, t. 2, p. 210-211, n° 238.

<sup>56</sup>Cette transaction fait suite à un autre échange, conclu dans des termes pratiquement analogues, entre Guillaume Pinceguerre et les moines de Jumièges : après conclusion de l'accord *in presentia multorum, apud Crotas*, un chirographe avait été rédigé, qui fut ensuite revêtu du sceau de la commune de Verneuil (*Chartes de l'abbaye de Jumièges*, t. 2, p. 199-200, n° 231 ; mars 1201-avril 1202).

On n'a pas mesuré pleinement les effets de l'annexion de 1204 sur la société normande<sup>57</sup> : c'est sans doute sur la forme des actes qu'on peut les constater le plus clairement. En une décennie, le style Plantagenêt, si facilement identifiable, en particulier par l'absence du millésime, disparaît presque complètement des actes normands. Dans la région caennaise, le changement est radical : au-delà de 1210, les listes de témoins deviennent exceptionnelles, de même que les actes non datés. La géographie des résistances et des adaptations au changement donnent certaines clés de celui-ci. La perte de rôle de capitale royale autrefois dévolu à Caen et Bayeux a sans aucun doute aggravé le traumatisme causé par l'émigration d'une partie importante de l'aristocratie<sup>58</sup> : privées des noms les plus prestigieux, les listes de témoins perdaient leur pouvoir de garantie, tandis que le départ de la plupart des membres de la chancellerie empêchait la conservation et la transmission des traditions de rédaction des actes. La pratique des chirographes paraît avoir disparu dans les premières années du siècle, tandis que l'inscription des actes aux rôles de l'échiquier, poursuivie durant tout le XIII<sup>e</sup> siècle et la passation des chartes aux assises ne constituèrent plus qu'un substitut insuffisant aux pratiques anciennes<sup>59</sup>. Celle-ci ne survécurent, quelque temps, que dans les chapitres épiscopaux, peu touchés par le changement de souverain<sup>60</sup>, et à Rouen, où le patriciat était dans sa plus grande partie resté en place, comme le montrent les listes de témoins, et où la chancellerie communale continua jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle d'user du style anglo-normand.

Ce bouleversement des traditions diplomatiques, signe d'une crise profonde dans la société du duché, fut rendu irréversible par la croissance de l'usage de l'écrit, très rapide à partir du second tiers du siècle. Il n'est pas facile de mesurer statistiquement cette diffusion, la dispersion des fonds et l'inégale conservation des actes rendant délicate la constitution d'échantillons fiables. Un recueil d'une certaine ampleur, comme le " Livre noir " de l'évêché de Bayeux, compilé dans les années 1290, permet de mesurer la croissance du nombre des actes, très sensible à partir de 1240, explosive dans la dernière décennie du siècle<sup>61</sup>.

---

<sup>57</sup>M. Powicke, *The Loss of Normandy. 1189-1204. Studies in the History of the Angevin Empire*, 2<sup>e</sup> éd., Manchester, 1961, p. 280-307.

<sup>58</sup>Cf. les listes établies par M. Powicke, *op. cit.* p. 328-358 : près de la moitié des barons du duché, restés fidèles au roi d'Angleterre, se retirèrent de la Normandie. Ceux qui choisirent de faire hommage au roi de France furent privés de leur biens anglais. La noblesse du duché fut donc à la fois diminuée et apauvrie.

<sup>59</sup>Cf. L. Delisle, *Recueil des jugements de l'Échiquier*, *op. cit.*, p. 261-271.

<sup>60</sup>Sur 23 chartes de l'évêque de Bayeux Robert des Ablèges (1205-1231) conservées dans le " Livre noir " de l'évêché, 11 ne portent pas de millésime (éd. V. Bourrienne, *Antiquus cartularius ecclesie Baiocensis (Livre Noir)*, Rouen [Société de l'Histoire de la Normandie], 1902-1903). Il n'est pas impossible que la réticence des chancelleries épiscopales à se plier au style nouveau ait constitué une marque d'hostilité à l'égard du pouvoir capétien ; la chose apparaît clairement lorsque le vieil archevêque de Rouen Gautier de Coutances, au plus fort de la crise de 1214 date une charte *Domino Johanne in Anglia, domino Innocentio papa tercio presidente* (" Livre rouge " de l'évêché de Sées, Sées, Bibl. de l'évêché, f. 67, 1214, 1<sup>er</sup> mars).

<sup>61</sup>*Antiquus cartularius*, éd. cit. Les chiffres des premières décennies sont à prendre avec précaution en raison du nombre des actes non millésimés de l'épiscopat de Robert des Ablèges (1206-1231) dont la datation est souvent imprécise.

années	nombre des actes
1200-1209	15
1210-1219	17
1220-1229	12
1230-1239	11
1240-1249	42
1250-1259	40
1260-1269	29
1270-1279	24
1280-1289	74

Tableau 1 : répartition chronologique des actes du " Livre noir " de l'évêché de Bayeux

Il serait évidemment souhaitable de pouvoir mesurer plus exactement ce mouvement, qui apparaît plus évidemment si on l'estime à partir des originaux conservés dans les fonds ecclésiastique<sup>62</sup>. D'autres critères seraient à prendre en compte, comme l'accès à l'écrit de nouvelles catégories sociales, bourgeois et paysans, ou des couples mariés et des femmes, ainsi que la diffusion du sceau. On se contentera cependant de cette approche rapide, qui donne son sens à la diversification typologique que connaît la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, dont la multiplication des actes *coram parrochia* est l'un des éléments<sup>63</sup>. Si la charte latine de petite dimension, scellée sur double queue de parchemin, constitue le modèle commun et sans originalité de tous les actes normands dans la première moitié du siècle, on voit se multiplier dans les années 1275-1300 des types d'actes dont la diffusion est la marque d'un usage plus perfectionné de l'écrit. Dans la région caennaise, c'est l'acte *coram parrochia* qui est le plus fréquent, mais dans les deux dernières décennies du siècle deux nouveaux types d'actes viennent le concurrencer : la lettre d'officialité et la lettre de vicomté. Une analyse statistique de leur répartition mettrait en évidence leur augmentation, au détriment de tout autre type de charte, mais ne permettrait pas de comprendre ce qui motive le choix de l'acteur en faveur de telle ou telle forme, dont les avantages nous échappent. L'étude d'un dossier cohérent permet au contraire de mettre en lumière les stratégies qui peuvent orienter le choix des acteurs sociaux. Les 101 actes d'un petit cartulaire du chapitre de Bayeux<sup>64</sup> offrent une illustration de ces choix.

*De la typologie des actes aux choix des procédures : enquête sur les chartes du chapitre de Bayeux*

<sup>62</sup>La chose est difficile en raison des modes de classement très variables adoptés depuis l'Ancien Régime pour les différents chartriers et de la difficulté à constituer des échantillons aléatoires : par définition, un fonds soigneusement classé et bien conservé ne l'est pas. Proposons malgré sa dimension réduite un petit sondage réalisé à partir d'une liasse d'"actes divers passés entre particuliers et ne présentant aucun intérêt" relatifs à la paroisse de la Vieille-Lyre, rassemblés par les moines de Lyre à l'occasion d'un classement du chartrier en 1738 (Arch. dép. Eure, H 281). Sur 30 actes échelonnés de 1226 à 1298, 4 appartiennent à la première moitié du siècle, 8 au troisième quart et 18 aux années 1275-1298.

<sup>63</sup>Pour une approche globale du problème de la prolifération de l'écrit, on se reportera aux remarques de M. T. Clanchy, applicables dans leur ensemble au cas normand : *From Memory to Written Record* (éd. cit supra n. 31), p. 44-62.

<sup>64</sup>Bib. nat. de Fr. nouv. acqu. lat. 925.



Il a dû exister de nombreux cartulaires des revenus de l'évêché et du chapitre de Bayeux, dont quatre seulement sont parvenus jusqu'à nous : deux recueils généraux de grandes dimensions, le "Livre noir" et le "Livre rouge", et deux registres de très petite taille, l'un appartenant à la confrérie Notre-Dame des clercs de l'église cathédrale, tandis que l'autre porte comme seul titre *Cartularium decani et capituli Baiocensis*.<sup>65</sup> Rassemblant surtout des actes relatifs aux paroisses de Trévières, Cottun et Surrain, à l'ouest de Bayeux, il constitue peut-être l'un de ces cartulaires des prébendes du chapitre, dont la plupart semblent avoir aujourd'hui disparu<sup>66</sup>. Les actes qu'ils rassemblent, datés de 1273 à 1301 et relatifs pour la plupart à des transactions en matière de dîme ou de rentes et héritages, ne sauraient constituer un échantillon représentatif des chartes normandes. Ils ont pourtant l'intérêt d'éclairer les comportements des chanoines bayeusains en matière de choix des actes. Ceux-ci disposent et usent de différentes instances de passation, à commencer par l'officialité, organe du chapitre cathédral, et la vicomté, établie dans la cité. Ainsi s'explique la répartition assez nette des actes du cartulaire entre lettres d'officialités, lettres de vicomté et chartes *coram parrochia*. Moins fréquentes ici que dans beaucoup d'autres fonds, celles-ci n'en constituent pas moins le groupe le plus nombreux : 32 au total, contre 26 lettres de vicomté, 22 lettres d'officialité et 21 chartes scellées sans autre signe de validation. Leur répartition chronologique illustre les mutations rapides des pratiques diplomatiques et la suprématie conquises par les lettres passées devant l'administration royale dans la dernière décennie du siècle.

Années	Actes <i>Coram parrochia</i>	Lettres d'officialité	Lettres de vicomté	autres
1273-1277	10	11	0	9
1278-1282	12	7	0	9
1283-1287	4	1	12	3
1288-1292	6	2	6	0
après 1293	0	0	8	1

Tableau 2 : typologie et répartition des actes dans le cartulaire lat. nouv. acqu. lat. 925.

Les actes d'officialité et les lettres de vicomté ont déjà fait l'objet de recherches et de publications, en particulier de la part de Henri Legras et Jean Yver, qui en ont décrit le fonctionnement et la fonction dans l'élaboration des procédures contractuelles<sup>67</sup>. Leur succession dans le temps et le triomphe

<sup>65</sup>*Antiquus cartularius* éd. V. Bourrienne, cit. ; *Livre rouge de l'évêché de Bayeux*, éd. partielle par E. Anquetil, Paris, 1908 ; Cartulaire de la confrérie des clercs de la cathédrale, Bib. nat. de Fr. nouv. acqu. lat. 924. La multiplicité des cartulaires, qu'on note pour l'évêché de Bayeux comme pour l'archevêché de Rouen, est sans doute l'un des traits hérités de la tradition anglo-normande : cf. pour la cas anglais l'étude de J.-Ph. Genet, *Cartulaires anglais du Moyen Âge*, dans O. Guyotjeannin, L. Morelle et M. Parisse éd. *Les cartulaires*, Paris (*Mémoires et documents de l'École des chartes*, 39), p. 343-359.

<sup>66</sup>Des textes de l'ancien régime font état de cartulaires des prébendes d'Audrieu et des Monts ; cf. les notes rassemblés à ce sujet par R. N. Sauvage, Arch. dép. Calvados, T 6364 (je dois ce renseignement à la gentillesse de Béatrice Poulle, conservatrice aux Archives départementales du Calvados).

<sup>67</sup>H. Legras, *Le bourg caennais*, op. cit., p. 180-187 ; J. Yver, *Les contrats*, op. cit. *passim*.

ultime des actes royaux, remplacés par la suite par les actes de tabellionage est une chose bien connue : leur répartition chronologique dans le petit cartulaire étudié n'est donc pas surprenante. Des informations moins attendues peuvent être obtenues en considérant les actes mêmes. La répartition par catégorie ne montre pas l'opposition d'actes archaïques et de procédures novatrices, mais un usage différencié de celles-ci selon les situations contractuelles.

Le choix des actes dépend incontestablement de la personne des acteurs : Robert Binet, bourgeois de Bayeux, dont le cartulaire nous a conservés 12 actes relatifs à la paroisse de Surrain, passe de préférence par le vicomte de Bayeux pour l'enregistrement de ses contrats. La nécessité de pouvoir faire exécuter les clauses d'*obligatio bonorum* insérées dans les contrats explique peut-être en partie cette préférence<sup>68</sup>. La proximité du lieu de résidence est sûrement aussi un facteur de choix : Lorsque Richard de Surrain et Robert Noel vendent certains de leurs biens à Robert Binet, c'est devant les paroissiens de Surrain qu'ils passent leur charte ; il en va de même quand Thomas le Vavasseur et Guillaume Geoffroy prennent à fief certaines des terres acquises par le bourgeois bayeusain<sup>69</sup>. Mais c'est au vicomte de Bayeux que lui-même s'adresse pour faire enregistrer sa constitution d'obit au profit du chapitre cathédral<sup>70</sup>. Il y a donc une liberté de choix, qui pousse chaque acteur à élire le type d'acte le mieux approprié à ses fins, le plus commode, ou le plus familier.

Les trois types d'actes ne sont pourtant pas seulement en concurrence, et dans le cartulaire du chapitre on les trouve fréquemment associés à propos d'un seul contrat. Le cas le plus courant accouple une charte *coram parrochia* et une lettre d'officialité : dans pas moins de onze cas, la même transaction a fait l'objet de deux actes différents et contemporains<sup>71</sup>. Il ne s'agit pas dans ces cas d'une simple confirmation par un ayant droit : les deux actes, passés en même temps, sont inséparables l'un de l'autre. Ici encore, la liberté de choix des acteurs se manifeste : dans notre cartulaire on ne trouve jamais de charte *coram parrochia* associée à une lettre de vicomté, comme c'est le cas pour de nombreux actes du " Livre noir " de l'évêché<sup>72</sup>. Le phénomène n'est pas limité à la région

---

<sup>68</sup>Richard de Surrain s'oblige ainsi le 11 février 1284 envers Robert Binet pour la somme de 14 livres tournois à payer au mois de septembre suivant " por le fruis deu blé que il a en la granche Guillaïne Gros vassal presentement et pour ouiet verges de blé que il a eu de lui et achaté par marché " ; le 10 octobre 1284, à la demande du créancier, une lettre du vicomte de Bayeux constate sa défaillance et ordonne, en exécution des garanties, la saisie d'une pièce de pré (f. 25 v.-26).

<sup>69</sup>F. 32 v.-33 et 36-36 v. (1278) ; f. 31-31 v. (mars 1287).

<sup>70</sup>F. 34 v.-35 (15 février 1289) ; de même c'est par le vicomte de Bayeux que le prêtre Denis Gouhier fait enregistrer le contrat par lequel le chapitre cathédral s'engage à le nourrir jusqu'à la fin de ses jours (f. 20-20 v. ; 11 février 1290).

<sup>71</sup> En voici la liste (CP = acte *coram parrochia*, LO = lettre d'officialité) : Creully, novembre 1273 (CP) et 28 octobre 1273 (LO), f. 15v.-16 v. ; Creully, novembre 1273 (CP) et 4 novembre 1273 (LO), f. 14 et 15-15 v. ; Saint-Louet, mars 1274 (CP) et 24 mars 1274 (LO), f. 24-24 v. ; Creully, avril 1274 (CP) et 18 avril 1274 (LO), f. 16v.-17 v. ; Saint-Louet, juin 1274 (CP) et 17 mai 1274 (LO), f. 24 v.-25 ; Trévières, juillet 1274 (CP) et 27 juillet 1274 (LO), f. 2-3 ; Rubercy, février 1276 (CP) et 16 février 1276 (LO), f. 3 v.-4 ; Ducy-Sainte-Marguerite, mars 1279 (CP) et 24 février 1279 (LO), f. 11 v.-12 v. ; Couvert, novembre 1279 (CP) et 9 novembre 1279 (LO), f. 5 v.-6 v. ; Magneville, mars 1281 (CP) et 6 mars 1281 (LO), f. 22 v.-23 v. Saint-Exupère de Bayeux, juillet 1283 (CP) et 13 juillet 1283 (LO).

<sup>72</sup>*Antiquus cartularius*, éd. Bourrienne, cit, p. 290-292, n° 540-541, Sainte-Croix-Grand-Tonne, janvier 1285 (CP) et 22 janvier 1285 ; p. 299-302 : Saint-Loup de Bayeux, août 1284 (CP) et 28

de Bayeux, et se retrouve pour des périodes antérieures dans le Contentin et en Haute-Normandie, où certaines transactions sont passées en même temps *coram parrochia* et devant l'official d'Évreux ou de Rouen<sup>73</sup>. La multiplicité des solutions adoptées montre donc qu'aucun de ces types d'écrit ne jouit d'une supériorité intrinsèque sur les autres. On peut penser que leur association résulte d'une validité insuffisante de l'écrit, ou qu'elle répond, de la part des acteurs, à une exigence de confiance non satisfaite par chacune des procédures.

L'association des deux types d'actes se fait selon des règles assez précises, qui éclairent d'une vive lumière les principes de la circulation des biens dans la société nomande. Presque toujours, la charte sous sceau privé, rédigée en latin et passée *coram parrochia*, contenant l'énoncé complet de la transaction, est accompagnée d'une lettre de juridiction, vicomté ou officialité, garantissant son exécution<sup>74</sup>. Sauf exception<sup>75</sup>, ces actes jumeaux concernent plusieurs personnes apparentées : le plus souvent un mari et sa femme, un fils et sa mère ou un frère et sa sœur. C'est le donateur lui-même qui scelle la charte de son sceau. Quand il s'agit d'un couple marié, c'est souvent l'homme, chef de famille, qui parle au nom des époux, éventuellement avec le consentement explicite de l'épouse, lorsque celle-ci possède des droits sur le bien concerné, au titre de sa dot ou de son douaire ; il n'est pas rare que celle-ci appose son sceau à côté de celui de son mari<sup>76</sup>. Le plus souvent, c'est elle, éventuellement autorisée et accompagnée de son époux, qui comparaît devant l'official ou le vicomte, pour faire enregistrer son consentement à la transaction, et son engagement à ne pas y faire obstacle ; elle scelle souvent ce dernier acte de son propre sceau.

Que la passation des actes devant la paroisse soit une prérogative essentiellement masculine n'a rien qui puisse surprendre, à partir du moment où, comme on l'a vu plus haut, le *parrochianus* se définit comme tenant feu et lieu : chez les femmes, seules les veuves ou, dans certains cas, les orphelines peuvent prétendre à ce titre. La mention de l'assentiment des épouses et leur passage devant l'official ou le vicomte témoigne de la capacité d'obstruction juridique aux actions de leur conjoint qui leur est reconnue tant par la coutume que par la pratique : plus que d'un "féminisme" de la société normande, il faut sans doute voir là une conséquence des tendances strictement lignagères du

---

août 1284 (LV) ; p. 303-306, n° 550-551 : Saint-Étienne de Bayeux, 26 mars 1284 (CP) et 25 mars 1284 (LV) ; p. 335-336, n° 576-577 : Bertteville-l'Orgueilleuse, décembre 1287 (CP) et 23 décembre 1287 (lettre du bailli de Caen).

<sup>73</sup>Pour Cherbourg, cf. les actes cités *supra* n. 25 et 26 ; pour la région de Rouen, *Cartulaire de l'abbaye de Bon-Port*, éd. Andrieux cit. p. 314-316 : vente de dîmes au Thuit-Signols et à Saint-Pierre des Cercueils, 9 janvier 1279 (*teste parrochia de Thuito-Signol*) et ratification par l'official d'Évreux (14 janvier 1279). La pratique d'annexer à la charte sous sceau privé un acte d'officialité est attestée anciennement dans cette région : cf. id. p. 97 à 101, n° 98, 99, 100 et 102 (paroisse de Léry, 1235).

<sup>74</sup>Mais l'association de deux actes de juridiction n'est pas inconnue : on en trouve un exemple dans le "Livre noir" du chapitre de Bayeux, regroupant une lettre de vicomté et un acte d'officialité : p. 285-288, n° 536 et 538 : Vaux-sur-Seulles, 7 décembre 1285 (LO) et 15 décembre 1285 (LV).

<sup>75</sup>Cf. dans le cartulaire nouv. acqu. lat 925 une charte *coram parrochia* et une lettre d'officialité passés par la même personne, Geoffroy de Breuilly, chanoine de Lisieux : Saint-Louet, mars 1273 (CP) et 24 mars 1273 (LO), f. 24-24v.

<sup>76</sup>Cf. aussi en annexe (n° 4) la charte passée en 1222 par Julienne de Soliers devant la paroisse Saint-Vigor de Soliers, scellée de son propre sceau et, à sa demande, de celui de son frère Thomas.

droit normand<sup>77</sup>. Le droit de contrôle très étendu reconnu aux membres du lignage sur les biens de chacun d'entre eux, rend nécessaire l'accompagnement chaque transaction par une publicité locale, qu'assure la lecture *coram parrochia*, et par des garanties juridiques d'exécution, offertes par la vicomté et l'officialité. Cet encadrement social et juridique de l'acte permet d'éviter les conflits latents dans chaque contrat de cession de propriété. Signe, à l'origine, d'une fragilité de l'écrit, la multiplication des procédures est aussi l'indice d'une adaptation et d'une progressive spécialisation des actes et des procédures<sup>78</sup>.

*Des actes comme marchandise, et de l'écrit comme marché*

Complémentaires par fonction dans certains cas, les trois types d'acte n'en sont pas moins concurrents sur le plan commercial : la rédaction et la ratification d'un contrat sont en effet des prestations payantes<sup>79</sup> dont l'ensemble doit être considéré comme un marché, avec ses règles de fonctionnement et sa dynamique propre. De ce point de vue, l'originalité du cas normand à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle est probablement constituée par l'absence d'un monopole de la passation des actes et par l'abondance et la diversité de l'offre. Les officialités et les vicomtés proposent aux demandeurs un personnel déjà rompu aux pratiques juridiques et un sceau dont l'autorité n'est pas contestable. Les gardes-sceaux des vicomtés assurent de plus une rédaction française des actes, plus accessible aux contractants, mieux adaptée aux difficultés juridiques éventuelles. Rien n'indique qui furent les scribes des milliers d'actes *coram parrochia* qui sont parvenus jusqu'à nous. Dans certains cartulaires, l'uniformité du formulaire laisse supposer que les actes intéressant la communauté étaient rédigés en son sein. Il n'en va pas de même pour les actes passés entre particuliers, qui, lorsque nous les avons conservés en original, montrent une variété de formulaires et de mains qui impliquent une profusion de scribes et de lieux d'écriture. À n'en pas douter, le clergé paroissial

---

<sup>77</sup>Cf. sur ce point les remarques de Jean Yver dans Les caractères originaux de la coutume de Normandie, *Mémoires de l'Académie nationale des Sciences, arts et belles-lettres de Caen*, nouvelle série t. 12, 1952, p. 307-356, aux p. 340-345. Il serait erroné de voir dans cette double procédure une survivance de la *laudatio parentum* : celle-ci est pratiquement inconnue en Normandie ; de plus la chronologie du phénomène suggère qu'il y a là une innovation juridique, résultant de l'évolution du droit et du développement de la réflexion sur les contrats plutôt qu'une survivance de conceptions antérieures. La reconnaissance aux femmes d'un droit de regard sur les biens de leur mari, pour cause de dot ou de douaire peut être considéré comme une étape importante dans l'extension du domaine du retrait lignager de l'héritage aux acquêts du ménage ou de la femme.

<sup>78</sup>Sur l'aspect juridique du problème, cf. J. Yver, *Les contrats dans le très ancien droit normand*, cit.

<sup>79</sup>Signe du développement de cette activité, un arrêt de l'Échiquier de Normandie de 1276 fixe le tarif des lettres délivrées par les vicomtes et la rémunération de leurs clercs : *concordatum fuit quod vicecomes sigillum habeant et quod de qualibet littera confecta super C solidos et minus, duos capiant denarios pro sigillo ; et de ultra C solidos, sex denarios, usque ad XII libras ; et de ultra XII libras, de qualibet libra unum obolum et non plus. [...] De seuiantibus domini regis pro litteris integrandis, ita fuit ordinatum, quod de litteris confectis super XX libras et minus, seruiens habebit XII denarios tantum pro qualibet littera integranda et de ultra, II solidos, quantumcumque summa sit magna* ; éd. E. Perrot, *Arresta communia scaccarii. Deux collections d'arrêts notables de l'Échiquier de Normandie de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle (1276-1290, 1291-1294)*, Caen (Bibliothèque d'histoire du droit normand, textes, 1), 1910, p. 46, n° 3 et 5.

se chargea lui-même de la rédaction et de la lecture publique de la plus grande partie de ses actes, assumant ainsi un rôle notarial attesté en d'autres régions d'Europe<sup>80</sup>. C'est d'un prêtre du diocèse de Lisieux, formé à la pratique juridique par les maîtres orléanais, que nous vient l'unique formulaire notarial (*exempla cartularum*) que nous ayons conservé pour la Normandie, inclus dans un manuscrit juridique du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>81</sup>. Souvent instruits<sup>82</sup>, jouissant d'une autorité reconnue dans la société rurale, les prêtres de paroisse mettaient à la disposition des contractants un instrument de publicité de portée limitée mais d'une efficacité incontestable : facilement accessibles, à la différence de l'official ou du vicomte, ils offraient un service répondant sans doute parfaitement aux exigences de la plupart de leurs fidèles. Il n'est cependant pas douteux que en raison de leur rédaction en latin, de la plus grande rusticité de leur formulaire et du caractère purement oral de la procédure *coram parrochia* leurs actes ne pouvaient à la longue rivaliser avec des formes plus modernes d'enregistrement des contrats.

Plus que les lettres de juridiction, ce sont les actes notariés qui entraînèrent une complète réorganisation du marché de l'acte écrit. H. Legras a démontré l'existence de tabellions-jurés en Normandie, avant même que les ordonnances de Philippe le Bel de 1302 et 1304 en réglementent l'établissement et l'exercice<sup>83</sup>. La forme de leurs actes est encore incertaine : l'un des rares originaux qui nous soient parvenus, passé en 1303 devant le tabellion de la vicomté de Bernay, écrit sur un parchemin de petite taille et de forme carrée, scellé sur une double queue de parchemin insérée dans le rabat, garde une parenté évidente avec les chartes sous sceau privé du siècle précédent<sup>84</sup>.

L'étonnante confusion des formes diplomatique durant le premier tiers du XIV<sup>e</sup> siècle, où les dernières chartes se mêlent aux dernières lettres de juridiction et aux divers types d'actes notariés, montre que l'apparition et la réglementation du tabellionnage ne suffit pas à donner une unité à la diplomatique normande. Pour tous les prestataires de services d'écriture, l'enjeu était multiple, et d'importance : pour les officialités et autres juridictions ecclésiastiques, c'était le maintien d'un rôle judiciaire acquis face aux juridictions royales. Pour les vicomtes et leur clercs, la passation des actes sous le sceau de leurs charges constituait un revenu d'importance, justifiant la prise à ferme des

---

<sup>80</sup>La pratique subsista à Venise jusqu'à la fin du Moyen Age : G. Cracco, *Relinquere laicis que laicorum sunt*. Un intervento di Eugenio IV contro i preti notai di Venezia, *Bolletino dell'Istituto di storia della società e dello stato veneziano*, III, 1961, p. 179-186.

<sup>81</sup>Florence, Bibl. Laurentienne, Ashburnam 1545, f. 155-171, décrit par L. Delisle dans Notice des manuscrits du fonds Libri conservés à la Laurentienne à Florence, *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, t. 22, 1<sup>e</sup> partie, 1876, p. 1-120, aux p. 64-67 ; je prépare une édition de ce formulaire.

<sup>82</sup>Le registre des visites pastorales d'Eudes Rigaud (1248-1269) témoigne des exigences des prélats en ce qui concerne la formation des prêtres : *Registrum uisitationum archiepiscopi Rothomagensis*, éd. Th. Bonin, Rouen, 1847 ; sur la culture des prêtres et leur rôle dans l'introduction de l'écrit parmi les laïcs, cf. M.T. Clanchy, *From Memory to Written Record*, cit. (supra n. 31), p. 240-246.

<sup>83</sup>H. Legras, op. cit. p. 213-214 : Un tabellion-juré exerce en 1298 à Avranches, et dans la vicomté d'Auge en 1299 ; à Caen, il faut attendre 1312 pour voir agir un " clerc juré en l'office des lettres le roy (à la référence donnée id. p. 213 n. 1, on peut ajouter Arch. dép. Calvados 2E 172 Crépin, lettre de baillie donnée par Jehan Caperon, 2 décembre 1312).

<sup>84</sup>Acte édité en annexe, n° 7.

offices royaux. Il en allait sans doute de même pour les prêtres, qui trouvaient dans l'écriture des acte un revenu casuel sans doute appréciable. L'apparition des tabellions jurés et leur réglementation par les ordonnances de 1303 et 1304 constitua cependant un facteur nouveau dont certains clercs surent tirer profit : le plus ancien registre notarial attesté dans les archives normandes, un sommaire d'actes passés de 1326 à 1338, émane du notaire de l'officialité de Cerisy, abbaye bénédictine jouissant depuis sa fondation d'une large exemption : cette situation particulière permit sans doute un développement précoce de l'institution<sup>85</sup>. Les actes y étaient encore rédigés en latin, usant donc d'un formulaire différent de celui des tabellions royaux<sup>86</sup>. L'application progressive des ordonnances de Philippe le Bel détermina cependant la simplification de la situation : au-delà de 1350, on ne trouve plus dans les archives que des actes notariés, rédigés en français et scellés le plus souvent sur simple queue de parchemin. La rationalisation des procédures et du formulaire fut la conséquence de ce changement. Il n'est pas sûr, cependant, que ce fut là l'unique objectif de la réforme, qui aboutit en fin de compte à détourner vers le trésor royal, par l'affermage des charges de tabellions, une partie des sommes importantes consacrées par les Normands à la passation de leurs actes. Il convient donc de replacer cette évolution dans la perspective de la politique fiscale de Philippe le Bel : les Normands payèrent l'institution du tabellionage par la levée d'un impôt indirect sur les actes écrits<sup>87</sup>. De ce point de vue, l'histoire de la diffusion des actes *coram parrochia*, au détriment des formes diplomatiques héritées de l'administration anglo-normande, et de leur progressif effacement, au profit des lettres de vicomté, puis des actes de tabellionage, s'inscrit assez bien dans l'histoire du duché de Normandie, comme en écho à la prépondérance de l'église séculière dans la société du duché au XIII<sup>e</sup> siècle, et à la montée en puissance de l'État royal au siècle suivant.

L'étude diplomatique des actes du XIII<sup>e</sup> siècle ne peut fournir à l'historien les données d'une étude fine des relations communautaires et de la stratification sociale dans les campagnes normandes . La procédure *coram parrochia*, telle qu'on peut en éclairer l'origine et l'évolution, n'en ouvre pas moins des perspectives très intéressantes sur le système contractuel de la

<sup>85</sup>Arch. dép. Manche, H 1411 (registre parchemin petit in-folio, 155 feuillets) ; ce document exceptionnel a disparu en 1944, mais on peut espérer que des copies d'érudits en subsistent.

<sup>86</sup>On peut se demander dans quelle mesure ces notaires ecclésiastiques ne s'inscrivaient pas dans la tradition romaine et impériale : le 26 avril 1289, un certain Richard le Fèvre, *clericus Baiocensis diocesis, auctoritate imperiali publicus notarius*, délivra une copie de la charte de fondation de l'abbaye Notre-Dame du Val, authentifiée par sa marque personnelle (*in publicam formam redegi meoque signo consueto signavi*) et scellée du sceau de l'officialité épiscopale : Exeter, Archives diocésaines, Dean and Chapter, ms. 2120. C'est le seul exemple, à ma connaissance, d'utilisation des usages impériaux en Basse-Normandie, mais la disparition de la plupart des fonds d'officialité nous prive sans doute de documents importants à ce sujet ; notons par ailleurs qu'un certain Nicolas de Camilla, *examinator* romain (chargé de l'investiture des notaires apostoliques), reçut en 1279 une prébende du chapitre d'Évreux ; bien qu'il ne semble pas y avoir résidé, il aurait pu, lui aussi, agir dans les terre normande en qualité de notaire public (P. Toubert, *Les structures du Latium médiéval. Le latium méridional et la Sabine du IX<sup>e</sup> à la fin du XII<sup>e</sup> siècle*, Rome [Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 221], t. 1, p. 119, n. 1).

<sup>87</sup>Sur l'affermage et la mise aux enchères des charges de tabellions, cf. H. Legras, cit., p. 206-207.

société normande. Dans une période de croissance de l'écrit, l'existence de multiples procédures d'authentification des actes et la variété de leurs usages, selon les acteurs et les situations, sont la marque d'une société soucieuse de favoriser les échanges et les conventions par une formalisation de l'accord à laquelle la communauté paroissiale offre un cadre adapté. La géographie du phénomène reste inexplicable à partir de sa seule reconstruction : majoritairement diffusée dans la région de Caen et de Bayeux, la passation des chartes en présence de la communauté est sûrement l'indice d'une particulière importance des institutions paroissiales. Elle est aussi la marque d'un dynamisme particulier de la part d'une institution essentiellement rurale, peu influencée par le fait urbain. Il serait sans doute nécessaire, pour comprendre mieux cette originalité bas-normande, de scruter plus attentivement les archives de la région rouennaise, où l'usage du sceau de la commune de Rouen est, dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, plus fréquent que la passation *coram parrochia*. Dans le pays de Caux, comme dans de nombreuses régions d'Europe, c'est de la ville, et des institutions communales que proviennent les modèles sociaux, les procédures juridiques, et les repères identitaires. Autour de Caen, au contraire, c'est du tissu même de la société rurale qu'émane le système adopté par l'ensemble de la population. La diffusion du tabellionage et de l'acte notarié fait par la suite entrer la Normandie dans le droit commun. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, cependant, la coutume normande, marquée par cet usage disparu, imposera pour les actes les plus importants la lecture "à l'ouïe de paroisse", écho fidèle, à plus de cinq siècles de distance de la procédure *in audientia parrochiae*. La normalisation imposée au duché à partir des années 1300 ne saurait donc faire oublier la prospérité, durant plus d'un demi-siècle, d'un usage diplomatique original fondé non sur l'autorité juridique d'une élite de notables, mais sur le consensus de la communauté, recueilli dans ses institutions paroissiales.

Mathieu ARNOUX  
(Université Paris-7 Denis Diderot)

### Pieces justificatives

1  
1135-1146

*Les chevaliers Alexandre et Guillaume restituent aux moines du Mont-Saint-Michel les dîme d'Esquay-Notre-Dame*<sup>88</sup> ; la notice rédigée à cette occasion fait état de la saisine du revenu en présence des paroissiens d'Esquay.


---


<sup>88</sup>Cavados, ar. Caen, c. Évrecy.

Original parchemin sans traces de scellement, avec souscriptions autographes ; mention dorsale: *Carta de Escai pro decima quam duo milites nobis ipsam donauerunt inspiciente tota parrochia quam iniuste diu tenuerunt* : Bib. nat. lat. 9215, n° 59

Quoniam omne presens tempus futurum est esse preteritum et omnis etas, labente temporum curriculo, uertitur in senium, dignum duximus nostris posteris ea que nostris acta sunt temporibus memorie digna fideli scripto mandare.

Perpatescat igitur cunctis hoc scriptum legentibus siue audientibus quod duo milites fratres de uilla que dicitur Escai decimam suam, quam iniuste tam ipsi quam antecessores sui, diu tenuerant, Deo et sancte Marie sanctoque Micaelis de Monte dederunt ac super altare sancte Marie de Escai inspiciente parrochia hoc donum posuerunt. Postea uero, ut firmitus teneretur quod fecerant, donum ad Montem ambo uenientes coram domno B. abbate omnique conuentu super altare sancti Micaelis idem donum posuerunt et ab eodem abbate LX solidos andegauensium acceperunt. Vocabantur maior natu Guillelmus, iunior uero Alexander ; quod scriptum propriis manis subter firmauerunt.

signum  Guillelmi

signum  Alexandri

Hi sunt testes qui affuerunt : Johannes *Caisnel*<sup>1</sup>, Briendus *frater eius*, Sasualo, Robertus *de Monasterio*, Lucas *filius Ranulfi de Stampis*, Guillelmus *filius Hugonis*, Donoallus, Guarinus *senex*, Tanqueredus et multi alii.

Et hi monachi affuerunt : domnus Bernardus abbas, Petrus *prior*, Rannulfus *camerarius* Radulfus, Ricardus *Danusca*, Robertus *Legratus*, Gaufredus *episcopus*, Radulfus *plenus*, Guillelmus *Tro* omnisque conuentus.

<sup>1</sup> Les mots en italiques sont inscrits en interligne.

2 et 2 bis  
1173-1176

*Chartes de Eudes et Hugues de Granesby relatives entre autres à la restitution aux moines de Saint-Étienne de Caen des dîmes de Cambes-en-Plaine*<sup>89</sup>, données à l'un des moines en présence des paroissiens de Cambes.

Originaux perdus.

Copies de la fin du XII<sup>e</sup> siècle dans un rouleau de titres concernant les paroisses de Cambes et Hérouville : Arch. dép. Calvados, H 1858.

*Carta Eudonis de Granesbi*

Eudo de *Granesbi* Ricardo de Hum. et aliis iusticiis salutem.

Notum sit uobis me, concessione Radulfi heredis mei concessisse Willelmo capellano uostro de Cambis et pro amore uostri et seruicio

<sup>89</sup>Calvados, ar. Caen, c. Creully.



donationem quam donauit ei Alanus filius meus pro anima Wimundi patris mei et pro animabus antecessorum meorum tenendam omnibus diebus uite sue. Precor etiam uos ut si aliquis eum super hoc iniuriam facere uoluerit pro amore Dei et nostri ut clericum uostrum manu teneatis. Et insuper ego et heres donamus et concedamus hanc decimam loco Sancto Stephano Cadomi pro Hamelino clerico nostro faciendo monacho concessione Willelmi patris quare uolumus esse in fraternis beneficiis ecclesie.

*Carta Hugonis filii eius*

Ego Hugo filius Eudonis de *Granesbi* et filius meus Hugo, pro salute animarum nostrarum, necnun et parentum nostrorum, tradidimus Cadomi cenobio sancti Stephani decimam de toto dominio nostro in Cambis, quod facta particione inter fratres meos nobis contigit. Et uidentibus monachis aliisque multis qui affuerunt, super altare beatissimi prothomartiris Stephani posuimus, uidelicet duas garbas decime in elemosinam perpetuo possidendam, et in dominica die, coram parrochianis de Cambis, in ecclesia beati Martini, completo euangelio misse, monachum sancti Stephani Willelmum nomine de ipsa decima inuestuimus.

Testes sunt hi, Willelmus presbiter eiusdem uille et Aigulfus; ego Henricus Baiocensis episcopus hanc donationem ecclesie sancti Stephani in perpetuum concedo et sigilli mei attestatione confirmo.

3  
1202

*En présence des paroissiens de Cuissay<sup>90</sup>, Raoul de Chauvigné saisit le sacriste de Saint-Martin de Sées de la maison qu'il a donnée aux moines.*

A. Original perdu

B. Copie du XIIIe siècle, cartulaire dit "Livre blanc" de Saint-Martin-de-Sées, Bibliothèque de l'évêché de Sées, f. 143 v.-144 (123 v.-124) : *De masura et domo quam sacrista a Radulfo de Chauuigneio emit*

Sciant presentes et posterii quod ego, Radulfus de Chauuigneio filius Pagani de Chauuigneio, presente et concedente Hugone fratre meo, dedi et concessi Deo et Sancto Martino de Sagio et monachis ibidem Deo seruientibus et seruituris, in puram et perpetuam elemosinam et ab omni seruicio et qualibet exactione liberam et quietam, apud Cusseium domum meam cum terra in qua ipsa domus sedet a uia que ducit *Alenchon* usque ad fossatum et sepem in longum se extendentem et a masura G .....[*un mot manquant*] usque ad sambucum, et sicut clausuris diuiditur et sicut diuisa et mensurata in presentia parrochianorum de Cusseio fuit quando eam predictis monachis contuli. Ut autem predicti monachi hanc meam donationem libere, pacifice et quiete in perpetuum possideant, ego et heredes mei eam garantizare et ab omni seruicio et exactione solutam et quietam reddere tenemur. Ad maiorem uero dicte donationis confirmationem, prestito sacramento fideliter, promisi me coram quibuscumque decreuerint iturum et ius suum exinde protestaturum. Pro hac autem donatione et concessione predicti monachi

---

<sup>90</sup>Orne, ar. et c. Alençon.

indigentie me compacientes LV solidos cenomanensium michi caritatiue contulerunt. Super hac etiam pactione prefatis monachais fideliter conseruanda plegios eis dedi istos, uidelicet Paganum Ratier et <sup>1</sup> et insc. presenti scripto et sigilli mei testimonio hanc meam donationem confirmaui, anno ab incarnatione Domini M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> II<sup>o</sup>.

Post concessionem et donationem predictae domus de Cusseio, uidelicet die dominica sequenti, presente et concedente prefato Radulfo de *Chauuigné*, sacrista ecclesie Sancti Martini Sagiensis, stans in ecclesia sancti Supplicii de Cusseio, lecto euangelio, parrochianis astantibus, memoratam concessionem predictae domus insinuauit ; missa uero celebrata, sepe dictus Radulfus, uxore sua ab eadem domo educta per firmaculum hostii, multis ex parrochianis uidentibus, de ipsa domo et terra sacristam saisiau.

<sup>1</sup> Ces trois mot d'une autre main. La ligne est restée inachevée.

## 4

Début du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>

*En présence des paroissiens de Jort, Fromond de Ponz concède à Sylvestre le Polain et à Mathilde sa mère le tiers d'une vavassorie que Durand le Polain, prêtre, de Jort, avait acquis de Guillaume Seigneur, aîné de la vavassorie, et qu'il a par la suite abandonné audit Fromond. Silvestre et Mathilde tiendront ledit tiers en héritage, en assurant à Fromond les services et revenus attachés audit tiers de vavassorie.*

A. original parchemin autrefois scellé sur double queue, sceau manquant, aucune mention dorsale : Arch. dép. Calvados H 4071.

Omnibus ad quos presens scriptum peruenerit, Fromundus de *Ponz*, salutem. Sciatis quod Durandus *le Polain*, presbiter, de *Jort*, reliquit et resignauit in manu mea quicquid habebat in uauasoria de qua emit tertiam partem de Willelmo Seignore, quam ipse possidebat sicut primogenitus. Predictam siquidem terciam partem tocius predictae uauasorie cum omnibus pertinentiis suis dedi et concessi Siluestro *le Polain* et Mathildi matri sue et heredibus suis pro seruicio suo, libere et quiete iure hereditario possidendam, saluo iure reddituum qui pertinent ad predictum feodum, quos sepe dicti Silvester et mater sua et heredes sui facient michi et heredibus meis. Et ut hoc firmum permaneat presentem scriptum sigillo meo confirmaui in perpetuum ualituro. Hoc autem factum est coram parrochia de *Jort*, pluribus uidentibus hoc et audientibus.

<sup>1</sup> L'absence de millésime ne permet pas de proposer une date postérieure aux années 1210-1215 ; d'autre part, cet acte doit être contemporain d'une charte de 1210 environ, par laquelle le prêtre Durand le Polain sur présentation de Simon, abbé de Saint-Pierre sur Dives (... 1207-1210 ...), reçoit de Sylvestre, évêque de Sées (1201-1220) la cure de la paroisse de Morières : Arch. dép. Calvados, H 7060.

## 4

## 1222, janvier

*En présence des paroissiens de Soliers<sup>91</sup>, Julienne de Soliers concède à Guillaume fils Huvelin un terre de sa propriété. À sa demande, son frère Thomas joint son sceau au sien.*

Original parchemin autrefois scellé de deux sceaux sur double queue ; mention dorsale : *Pro Soleris, de dono Juliane filie Hugonis de Soleris* ; Bib. nat de Fr. lat 10083, n° 6 (ancien n° 7).

<sup>91</sup>Calvados, ar. Caen. c. Bourguébus.

Sciant presentes et futuri quod ego, Juliana filia Hugone de Soliis, dedi et concessi Willelmo filio Roberti filii Hiuelini, pro suo seruicio et hommagio, uidelicet unam acram terre mee, quam Thomas presbiter de Soliis, auunculus meus, dedit mihi in libero matrimonio, sitam in territorio Soliorum iuxta terram Odonis *Lecaretier*, ex una parte, et iuxta terram Roberti *Lenbracheor* ex altera, habendam, tenendam et iure heredi[ta]rio possidendam dictam acram terre prefato Willelmo et heredibus suis de me et heredibus meis bene et in pace, solutam et quietam de omnibus ad me et ad heredes meos pertinentibus, reddendo inde annuatim mihi et heredibus meis pro omni seruicio et redditu unum panem [et] unam gallinam ad Natale Domini de se et suis heredibus.

Quod ut ratum sit et firmiter obseruetur, presentem cartam sigilli mei munimine roborauit et ad petitionem meam, Thomas de Soliis, frater meus, sigillo suo confirmauit. Actum est anno gracie M<sup>o</sup> CC<sup>o</sup> uicesimo primo, mense ianuarii, coram parrochia Sancti Vigoris de Soliis.

5

1273, février

En présence des paroissiens de Beuville<sup>92</sup>, Thomas Angot vend aux chanoines de Sainte-Barbe-en-Auge une rente annuelle de 12 sous ; à sa demande et à celle de sa femme Auvrée, Richard fils de celle-ci s'engage à ne pas s'opposer à la vente et joint son sceau à celui de Thomas.

Original parchemin autrefois scellé de deux sceaux sur double queue, Arch. dép. Calvados 2D 71.

Nouerint omnes presentes et futuri quod ego, Thomas dictus *Angot* de Bueuilla, uendidi, concessi et omnino dimisi uiris religiosi priori et conuentui Sancte Barbare, ad usus sacristarie sue, per centum solidos turonensium quos michi pre manibus soluerunt, uidelicet duodecim solidos usualis monete annui redditus ad festum sancti Michaelis in Monte Gargano super totam integre peciam prati siti apud Capramuillam in parrochia de Bueuilla inter terram Radulfi Berengari, ex una parte, et terram *Hersent* de Haia, ex altera, et abotat super herbegagium Radulfi de Haia, tenendum, habendum et iure hereditagio possidendum dictum redditum dictis religiosi et eorum successoribus de me et heredibus meis libere, pacifice et quiete ab omnibus penitus absolute ; et sciendum est quod dicti religiosi seu etiam successores eorundem supra dictam petiam prati, predicto redditu supertento, iusticiam suam plenariam poterunt exercere donec sibi de dicto redditu penitus fuerit satisfactum.

Et ego dictus Thomas *Angot* uel heredes mei dictis religiosi et eorum successoribus dictum redditum contra omnes gentes garantizare et deliberare fideliter tenemur uel in propria hereditate nostra si necesse fuerit excambiare competenter ; in cuius rei testimonio presentem cartam sigilli mei munimine confirmaui.

Et ad maiorem confirmationem dicte uendicionis ad petitionem dicti Thome *Angot* et Aubereide, uxoris sue et matris mee, ego Ricardus Andree, pro me et heredibus meis, presenti carte sigillum meum, apposui ita quod ratione

<sup>92</sup>Biéville-Beuville, Calvados, ar. Caen, c. Ouistreham.

accidentie dotis dicte Aubereide matris mee in dicta petia prati aliquid ambo non poterimus reclamare.

Actum anno gracie M° CC° septuagesimo secundo, in mense februarii, teste parochia de Bueuilla coram qua presens cartula lecta fuit.

6 et 6 bis  
1283, juillet et 1283, 13 juillet.

En présence des paroissiens de Saint-Exupère de Bayeux, Patrice Rabel vend au chapitre de Bayeux 2 rentes annuelles ; devant l'official, sa femme Jehanne Bois cervoise s'engage à ne pas s'opposer à la vente.

Originaux perdus

Copies de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle dans un cartulaire du chapitre de Bayeux, Bib. nat. de Fr. nouv. acqu. lat. 925, f. 21-22.

Sciant omnes presentes et futuri quod ego, Patricius *Rabel*, uendidi, concessi et penitus dimisi capitulo ecclesie Baiocensis decem solidos turonensium et sex denarios turonenses percipiendos per manum Ricardi Arnulphi in uno masuagio quod Ricardus Arnulphi tenet de dicto Patricio in feodo et hereditate, sito in uico gallorum, inter masuagium Goscelini *Bequet*, ex una parte, et masuagium Petri de Mayseio, ex altera, et butat a dicto uico usque ad terram Exuperii *Lenuious* ; item decem et septem solidos turonensium percipiendos per manum Guillelmi *le Boscain* in uno masuagio quod idem Guillelmus tenet de dicto Patricio in feodo et hereditate, sito in uico uocato *Glateignie*, inter masuagium Nicholai *Riblon* ex parte una et masuagium Radulphi *le Suour* ex altera et butat a dicto uico usque ad terram dicti Patricii, tenendos et habendos et iure hereditario possidendos dictos annuos redditus predicto capitulo Baiocensi libere et quiete, ben et in pace et absque mei uel heredum meorum in predictis redditibus reclamacione aliqua de cetero facienda. Et ego, predictus Patricius, et mei heredes tenemus et debemus dicto capitulo dictos annuos redditus garantizare et defendere contra omnes gentes uel alibi excambiare in nostro proprio hereditagio ubicumque fuerit, ualore ad ualorem, si necesse fuerit, competenter. Pro his autem uenditione, concessione, dimissione, garantizatione, defensione et excambiatione, dictum capitulum dedit michi quindecim libras turonensium quas ab eodem capitulo recepi un pecunia numerata, de quibus me teneo penitus pro pagato.

Et ut hoc sit firmum et stabile et duret in futurum, presentem cartam sigilli mei munimine roborau.

Actum est hoc anno Domini M° CC° octogesimo tertio, mense iulii, coram parrochia Sancti Exuperii.

Uniuersis presentes litteras inspecturis, officialis decani Baiocensis, salutem in Domino.

Noueritis quod in nostra presentia personaliter constituta, Johanna dicta *Bois cervoise*, uxor Patricii *Rabel*, presente dicto Patricio marito suo et auctoritatem prestante quo ad ea que sequuntur, iurauit dicta Johanna, spontanea uoluntate, coram nobis tactis sacrosanctis, quod ipsa ratione dotis, dotalicii uenditionis propter nuptias, maritagii, hereditagii seu alia de causa, per se uel per alium, non ueniret in futurum contra uenditionem, concessionem,

dimissionem, quas dictus Patricius eius maritus, de assensu et uoluntate dicte Johanne, ut ipsa confessa est coram nobis, fecit capitulo Baiocensis de uiginti septem solidis turonensium et dimidio annui redditus, quos idem Patricius percipiebat, uidelicet decem solidos turonensium et dimidium per manum Ricardi Arnulphi in uno masuagio quod Ricardus Arnulphi tenet de dicto Patricio in feodo et hereditate, sito in uico gallorum, inter masuagium Gocelini *Bequet* ex una parte et masuagium Petri de Maiseio et decem et septem solidos turonensium annui redditus percipiendos per manum Guillelmi *le Boscain* in uno masuagio quod idem Guillelmus tenet de dicto Patricio in feodo et hereditate, sito in uico uocato *Glateignie*, inter masuagium Nicholai *Riblon* ex parte una et masuagium Radulphi *le Suour*, pro quindecim libris turonensium, de quibus denariis dicti Patricius et Johanna se tenuerunt coram nobis pro pagatis. Voluit autem et concessit dicta Johanna quod si ipsa secus fecerit aut dictum capitulum super hoc molestauerit aut procurauerit molestari, quod nos ipsam, nulla monitione premissa, ex tunc excommunicemus in scriptis et faciamus excommunicatam publice nuntiari et eandem tamquam excommunicatam in quolibet foro omnem audientiam denegari, et quod nos eam ad omnia et singula premissa condempnemus. Et nos ipsam Johannam ad omnia predicta tenenda et adimplenda et precipue ad iuramentum suum obseruandum presentem et conscientem condempnamus.

In cuius rei testimonium, sigillum curie decani Baiocensis presentibus litteris est appensum. Valete.

Datum et actum anno domini M° CC° octogesimo tertio, die martis post translatione sancti Benedicti.

## 7

(1303, 10 décembre)

*Quittance délivrée devant le tabellion de Bernay aux chanoines du prieuré Saint-Cyr de Friardel d'une vente de terre dans la paroisse du Sap*<sup>93</sup>.

Original en forme de charte sur parchemin, autrefois scellé sur double queue, texte effacé par endroits : Arch. dép. Calvados, chartrier du prieuré Saint-Cyr de Friardel, serie H, non classé.

A touz ceus qui ces letres verront et oiront, le viconte de Bernai, salut.

Sachent que par devant Guillaume du Bost, clerc, nostre tabellion juré [...] furent presens Michiel Pelerin, Jehan Le Nobire, Thomas le Nobire, qui recongnurent de leur bonnes volentés que il [avoient quitté] et du tout en tout deleissé a hommes religieux le prieur et le couvent de Saint Cyr de Frardel et leur successeurs [.....] les actions que il avoient ou pouvaient avoir par quele cause ou par quele maniere, c'est a savoir en un pré et passage avec le fons et avec les appartenances d'iceli, assis en la paroisse de Saint Pierre du Sap, jouxte le chemin ou l'en vent du Sap envers Aureville d'une part, et le manoir Guillaume Rogier d'autre, et aboute au chemin des [...] bourgs d'un bout et a la terre [...] Hamelin d'autre [.....].

<sup>93</sup>Orne, ar. Argentan, c. Vimoutiers.

En tesmoing de cen, avons mis a ces lettres le scel de la viconté de Bernai a la requeste des presens, sauf le droit du roi et l'autri. Ce fut fet l'an de grace M CCC et trois, le mardi après la conception Notre Dame virge.